

# INSTRUCTION

**N° 98-030-M4 du 9 février 1998**

NOR : BUD R 98 00030 J

Texte publié au BOCP

## GESTION DES RÉGIES MUNICIPALES DE POMPES FUNÈBRES - CONTRATS OBSÈQUES

### ANALYSE

Classification juridique et comptable des compétences des communes - Statut des personnels -  
Formules de financement en prévisions d'obsèques - Régime fiscal

Date d'application : 01/01/1998

### MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS ; POMPES FUNÈBRES ; RÉGIE ;  
RÉGIME JURIDIQUE ; COMPTABILITÉ

### DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 96-114-M4 du 24 octobre 1996 -  
Instruction n° 86-76 MO du 16 juin 1986

### DOCUMENTS À ABROGER

Néant

### DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

### DIFFUSION

GT 18

*DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE*

*Sous-direction D - Bureau D3*

## SOMMAIRE

<b>1. GESTION DES RÉGIES MUNICIPALES DES POMPES FUNÈBRES .....</b>	<b>3</b>
<b>2. FORMULES DE FINANCEMENT EN PRÉVISION D'OBSÈQUES .....</b>	<b>4</b>
<b>3. RÉGIME FISCAL DES RÉGIES MUNICIPALES DE POMPES FUNÈBRES.....</b>	<b>5</b>
3.1. Taxe sur la valeur ajoutée.....	5
3.2. Impôt sur les sociétés.....	5
3.3. Taxe professionnelle .....	5

## LISTE DES ANNEXES

ANNEXE N° 1 : Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 12 décembre 1997 .....	6
ANNEXE N° 2 : Circulaire interministérielle du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie du 10 novembre 1997 .....	68
ANNEXE N° 3 : Instruction de la Direction Générale des Impôts et du Service de la Législation Fiscale n° 3 A-2-98, publiée au bulletin officiel des impôts n° 14 du 21 janvier 1998 .....	73

La loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 a profondément modifié le régime applicable aux communes dans le domaine funéraire.

Elle a précisé le régime juridique et comptable des différentes compétences des communes dans ce domaine.

Par ailleurs, le nouveau règlement national des opérations funéraires a modifié les conditions juridiques applicables aux formules de financement en prévision d'obsèques.

Enfin, le nouveau régime juridique emporte des conséquences sur le régime fiscal applicable à ces opérations.

Ces trois points viennent d'être commentés par deux circulaires et une instruction distinctes.

La présente instruction a pour objet de notifier aux comptables la circulaire du Ministre de l'Intérieur n°NOR/INT/B/97/00211C du 12 décembre 1997 relative à la gestion des régies municipales de pompes funèbres, la circulaire interministérielle du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Economie des Finances et de l'Industrie n°INT/B/97/00188/C du 10 novembre 1997 relative aux formules de financement en prévision d'obsèques ainsi que l'instruction fiscale n° 3 A-2-98, publiée au bulletin officiel des impôts n°14 du 21 janvier 1998, relative aux opérations réalisées dans le domaine funéraire.

Les principales dispositions sont commentées ci-après.

## **1. GESTION DES RÉGIES MUNICIPALES DES POMPES FUNÈBRES**

Le Conseil d'Etat a considéré, dans un avis du 19 décembre 1995, qu'à compter du 10 janvier 1998, le service extérieur des pompes funèbres ( SEPF ) revêtirait le caractère d'un service public industriel et commercial ( SPIC ).

Cette requalification entraîne d'importantes conséquences sur le régime juridique, comptable, budgétaire et fiscal applicable aux régies municipales de pompes funèbres.

Ces conséquences ont été, en partie, précisées dans une circulaire du Ministère de l'Intérieur en date du 14 mars 1996, commentant l'avis du Conseil d'Etat et qui a fait l'objet d'une diffusion aux comptables par l'instruction n°96-114-M4 du 24 octobre 1996.

Cette circulaire précisait que le classement de cette activité parmi les SPIC emportait des conséquences sur le régime juridique et financier applicable aux régies gestionnaires de ce service, qui devront respecter le principe de l'équilibre financier applicable aux SPIC et posé aux articles L 2224-1 à 2 du code général des collectivités territoriales ( CGCT ) et appliquer le plan de comptes M4.

La circulaire du 12 décembre 1997 apporte tout d'abord des précisions complémentaires sur la classification juridique et comptable des différentes compétences des communes dans le domaine funéraire.

L'ensemble de ces compétences était jusqu'alors classé parmi les services publics à caractère administratif ( SPA ) et était donc retracé dans le budget principal de la collectivité. Désormais, les opérations seront retracées selon leur nature, soit dans le budget général lorsqu'elles ont un caractère administratif, soit dans un budget annexe lorsqu'elles revêtent un caractère industriel ou commercial, quelque soit leur nombre.

Ainsi, continueront à relever du budget principal les opérations relatives à la gestion du cimetière ainsi que les opérations relevant d'une mission de police administrative. Relèveront en revanche du budget annexe du SEPF les opérations visées à l'article L2223-19 du CGCT.

Par ailleurs, certaines activités commerciales ( construction et vente de caveaux, fournitures de plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux d'imprimerie ) exercées par les communes dans le domaine funéraire ne relèvent pas en tant que telles d'une mission de service public mais constituent des activités d'intérêt public connexes à l'exercice du SEPF. Ces opérations seront retracées dans le budget annexe SEPF s'il en existe un, ou dans le cas contraire, dans un budget annexe M4 distinct.

La circulaire précise ensuite la nature juridique des crématoriums. Eu égard à l'origine de leurs ressources constituées par des redevances acquittées par les familles en contrepartie des prestations assurées et en raison de leurs modalités de fonctionnement qui correspondent à celles des régies municipales de pompes funèbres, la gestion des crématoriums est assimilée à un SPIC. Les opérations relevant de ce service seront donc retracées dans un budget annexe M4 distinct du budget annexe du SEPF.

La circulaire apporte également un commentaire des principaux comptes de la nomenclature M4 utilisés par le service des pompes funèbres.

A cet égard, il convient de souligner que les régies municipales de pompes funèbres sont dispensées de l'obligation d'amortir les biens immobilisés acquis avant le 10 janvier 1998. L'amortissement obligatoire s'applique donc aux biens immobilisés acquis à compter du 10 janvier 1998.

La circulaire apporte enfin des précisions sur la situation et le statut des personnels des régies municipales de pompes funèbres. Ces régies ont la possibilité de recruter des personnels de droit privé, elles peuvent également se faire affecter des fonctionnaires territoriaux. Les personnels relevant actuellement de la fonction publique territoriale conservent leur statut.

## **2. FORMULES DE FINANCEMENT EN PRÉVISION D'OBSÈQUES**

L'article 10 du décret n°95-653 du 9 mai 1995 relatif au règlement national des pompes funèbres précise que les formules de financement en prévision d'obsèques visées à l'article L.2223-20 du code général des collectivités territoriales et proposées par les régies, entreprises, associations et leurs établissements habilités conformément à l'article L.2223-23 dudit code sont des contrats dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine au sens de l'article L.310-1 alinéa 1er du code des assurances.

La circulaire interministérielle du 10 novembre 1997 relative aux formules de financement en prévision d'obsèques dispose, dans son paragraphe III, que « aux termes de l'article L.2223-20 du code général des collectivités territoriales, l'opérateur funéraire ne peut plus détenir de sommes pour le compte d'un client en attendant son décès futur. Il ne peut pas, non plus, déposer ces sommes dans un établissement bancaire ou sur un compte ouvert au Trésor Public. Ces dispositions sont applicables à compter du 10 mai 1995, date de publication du décret n°95-653 du 9 mai 1995 susvisé ».

Dans ces conditions, les dispositions de l'instruction n°86-76 MO du 16 juin 1986 qui prévoyait que les fonds remis par les clients dans le cadre des contrats d'obsèques pouvaient faire l'objet par les collectivités locales de placements budgétaires sont rendues caduques.

Depuis la date de publication du décret cité précédemment, toute nouvelle souscription de contrats d'obsèques doit donc respecter les règles fixées par le code des assurances.

Ainsi, les fonds recueillis dans le cadre des contrats d'obsèques doivent désormais être reversés directement à l'assureur émetteur des contrats. Aucun placement budgétaire des fonds ainsi recueillis n'est plus autorisé.

En l'absence de tout effet rétroactif du décret n°95-653 du 9 mai 1995, les contrats souscrits antérieurement à cette date de publication demeurent soumis au régime autorisant le placement des fonds par les collectivités locales.

### **3. RÉGIME FISCAL DES RÉGIES MUNICIPALES DE POMPES FUNÈBRES**

#### **3.1. TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE**

Les régies municipales de pompes funèbres exercent, depuis le 10 janvier 1998, une activité située par nature dans le domaine concurrentiel. Elles sont donc soumises à la TVA de plein droit à raison des opérations réalisées dans le cadre du service extérieur des pompes funèbres.

Ces opérations relèvent du taux normal de 20,6% sauf les opérations de transport de corps, avant et après mise en bière, effectuées par des prestataires agréés qui bénéficient du taux réduit de 5,5%.

Le régime de TVA applicable aux livraisons de biens ou aux prestations de services annexes qui ne relèvent pas du service extérieur des pompes funèbres est inchangé. Ainsi, les travaux divers d'imprimerie, la fourniture de fleurs artificielles ou de compositions florales, la construction, l'entretien et la vente de caveaux, l'entretien et le nettoyage des sépultures et monuments funéraires relèvent du taux normal de 20,6%.

Enfin, les opérations de gestion et d'entretien des cimetières et les opérations qui relèvent d'une mission de police administrative du maire demeurent une activité placée en dehors du champ d'application de la TVA.

#### **3.2. IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS**

Les régies municipales de pompes funèbres, sauf celles créées avant le 28 décembre 1926 sous la forme de régie simple, sont passibles de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun dès leur entrée dans le régime concurrentiel, soit au plus tard le 10 janvier 1998.

#### **3.3. TAXE PROFESSIONNELLE**

En raison de leur caractère sanitaire, les régies municipales de pompes funèbres sont exonérées de taxe professionnelle pour leurs activités relevant du service extérieur des pompes funèbres.

En revanche, les opérations qui ne constituent ni l'accessoire, ni le prolongement indispensable des activités relevant du service extérieur des pompes funèbres sont imposables à la taxe professionnelle dans la mesure où elles présentent un caractère lucratif.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la Direction sous le timbre du bureau D3.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE N° 1 : Circulaire du Ministre de l'Intérieur du 12 décembre 1997

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Numéro 4 QUATRIEME TRIMESTRE 1997.**

Circulaire du **12 décembre 1997.**

---

**Relative à la gestion des régies municipales de pompes funèbres**

**NOR: INT/B/97/00211/C.**

Le Ministre de l'Intérieur

à

Mesdames et Messieurs les Prefets

Monsieur le Prefet de Police

**Références :**

Loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du code des communes et relative à la législation dans le domaine funéraire.

Avis du Conseil d'Etat du 19 décembre 1995 relatif au statut des régies municipales de pompes funèbres.

Circulaire du 14 mars 1995 relative au statut des régies municipales de pompes funèbres.

**Résumé :** classification juridique et comptable des compétences des communes dans le domaine funéraire - qualification de la gestion des crématoriums - statut des personnels des régies municipales de pompes funèbres.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Le Conseil d'Etat a considéré dans un avis du 19 décembre 1995 qu'à compter du 10 janvier 1998, le service extérieur des pompes funèbres revêtira le caractère d'un service public industriel et commercial (cf. circulaire du ministre de l'intérieur du 14 mars 1996 relatif au statut des régies municipales de pompes funèbres).

Il en ira ainsi eu égard à l'origine de ses ressources, constituées par les prix acquittés par les familles en paiement des prestations assurées, et aux modalités de son fonctionnement, marquées par la pluralité des intervenants publics ou privés agissant dans le cadre de la loi du 8 janvier 1993.

Cet avis revient sur la position adoptée par le tribunal des conflits dans sa décision du 20 janvier 1986, ville de Paris contre SA Roblot dans laquelle il précisait que "compte tenu tant de son objet, que de son mode de financement et des modalités de son fonctionnement, le service extérieur des pompes funèbres présente un caractère administratif".

Cette requalification entraîne des conséquences sur le régime juridique, comptable budgétaire et fiscal applicable aux régies municipales de pompes funèbres.

La présente circulaire a pour objet d'explicitier les différents changements qui devront intervenir dans la gestion des services funéraires communaux et intercommunaux à compter du 10 janvier 1998.

Je vous précise que le régime fiscal applicable aux régies municipales de pompes funèbres à compter de cette date sera précisé dans une instruction du ministère de l'économie, des finances et de l'industrie qui doit être publiée prochainement au Bulletin officiel des impôts.

### I. - CLASSIFICATION JURIDIQUE ET COMPTABLE DES ACTIVITES EXERCEES PAR LES COMMUNES DANS LE DOMAINE FUNERAIRE

Les compétences exercées par les communes relèvent de différentes missions de service public : gestion du cimetière, service des pompes funèbres, surveillance des opérations funéraires... Selon la nature du service (service public administratif ou service public industriel et commercial) les opérations sont retracées dans le budget général de la commune ou dans un budget annexe.

## ANNEXE N° 1 (suite)

### 1.1. Opérations relevant du budget général

#### 1.1.1. Dépenses

Opérations relevant de la gestion, de l'entretien et de la translation des cimetières (art. L. 2321-2 14° du CGCT) :

L'ensemble des opérations suivantes relèvent de la gestion et de l'entretien du cimetière. Cette compétence, prévue par les articles L. 2321-2 14° et L. 2223-1 du code général des collectivités territoriales, ne peut être exercée que par la commune ou un établissement public de coopération intercommunale et ne peut être déléguée :

- construction, réfection ou entretien de la clôture du cimetière ;
- entretien de monuments funéraires menaçant ruine en cas de défaillance des propriétaires ;
- élagage des arbres et entretien de la voirie dans le cimetière ;
- opérations d'exhumation des restes mortels dans des sépultures en terrain commun au terme du délai de rotation, dans des concessions non renouvelées ou dans des concessions en état d'abandon ;
- translation des restes mortels de sépultures d'un cimetière désaffecté vers un nouveau cimetière ;
- construction et gestion de columbariums dans l'enceinte du cimetière ;
- aménagement et entretien du jardin du souvenir dans l'enceinte du cimetière ;
- construction et entretien du dépositoire (dépôt des corps après mise en bière) ;
- construction, entretien et gestion du caveau provisoire pour les dépôts temporaires ;
- gestion des concessions de terrains et de cases de columbariums.

Opérations relevant d'une mission de police administrative :

- surveillance des opérations consécutives au décès (art. L. 2213-14 du code général des collectivités territoriales) ;
- police du cimetière (conservation du domaine public, ordre public et salubrité publique) (art. L. 2213-8 du code général des collectivités territoriales) ;



## ANNEXE N° 1 (suite)

- organisation des obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes en l'absence d'organisation du service (art. L. 2223-27 et L. 2213-7 du code général des collectivités territoriales) ;

Lorsque la commune a organisé le service extérieur des pompes funèbres en régie, les opérations relevant de l'organisation des obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes sont comptabilisées dans le budget annexe (M4) de cette régie.

Lorsque la commune a délégué la gestion du service extérieur des pompes funèbres, les frais résultant de l'organisation des obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes sont mis à la charge du délégataire. Cette disposition est une clause obligatoire devant figurer dans la convention de délégation de service public.

- enlèvement des corps des personnes décédées sur la voie publique (art. L. 2213-7 du code général des collectivités territoriales) ;

- organisation des obsèques en cas de catastrophe (art. L. 2213-7 du code général des collectivités territoriales).

### 1.1.2. Recettes

- perception du produit des concessions funéraires (art. L. 2331-2 4° du code général des collectivités territoriales) ;

- droit de séjour en caveau provisoire ;

- droit de séjour au dépositaire ;

- ventes des monuments et tombeaux récupérés sur les concessions funéraires reprises ou arrivées à échéance ;

- perception des taxes sur les opérations d'inhumation, de crémation, de convois (art. L. 2223-22 du code général des collectivités territoriales).

L'article L. 2223-22 du code général des collectivités territoriales dispose que "les convois, les inhumations et les crémations peuvent donner lieu à la perception de taxes dont les tarifs sont votés par les conseils municipaux. Dans ces tarifs, aucune surtaxe ne peut être exigée pour les présentations et stations dans un lieu de culte".

Ces taxes, facultatives pour les communes, sont de nature fiscale.

Les communes ont la faculté de percevoir ces taxes sur l'ensemble des opérations d'inhumations et de crémations et sur les convois funéraires effectués sur le territoire de la commune.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Les opérations d'inhumation comprennent les inhumations en terrain commun, dans une propriété privée, dans une concession particulière, dans un caveau provisoire, les dépôts des urnes cinéraires dans une sépulture ou dans une case de columbarium éventuellement la dispersion des cendres dans le jardin du souvenir.

La taxe de crémation peut être perçue seulement pour les communes où un crématorium est installé, quel que soit le mode de gestion du crématorium (gestion directe ou gestion déléguée).

Les convois funéraires recouvrent les opérations de transports de corps après mise en bière effectuées sur le territoire de la commune à condition qu'ils soient réalisés avec pompe ou cérémonie.

Lorsque l'une ou l'autre de ces taxes est instituée, elle doit être perçue pour toutes les opérations susvisées que celles-ci soient réalisées directement par la régie municipale, s'il en existe une, ou par toutes autres entreprises habilitées.

Le conseil municipal délibère pour instaurer la perception de chacune de ces trois taxes et fixe leur montant.

Le montant de chacune des trois taxes (inhumation, crémation, convoi) est fixe. Il ne peut être modulé selon la nature ou la qualité des prestations fournies.

Les communes n'ont pas non plus la possibilité de fixer des montants différents selon le lieu du domicile, du décès ou de la mise en bière du défunt.

### 1.2. Opérations relevant du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres (art. L. 2223-19 du code général des collectivités territoriales)

Les opérations suivantes relèvent, conformément, à l'article L. 2223-19 du code général des collectivités territoriales, de la mission de service public du service extérieur des pompes funèbres. A partir du 10 janvier 1998, le service extérieur des pompes funèbres s'exercera dans un cadre concurrentiel, il aura alors la qualification de service public industriel et commercial, et relèvera, comme l'ensemble de ces services, du plan comptable M 4. Les activités de ce service doivent être retracées dans un budget annexe (M 4) de la commune soumis à la règle de l'équilibre financier prévue aux articles L. 2224-1 et L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales (voir modèles de budget annexes 2 et 3).

Le service extérieur des pompes funèbres comprend :

- le transport de corps avant mise en bière : tout transport de corps sans cercueil réglementairement effectué dans les limites du territoire national dans un véhicule spécialement aménagé ;
- le transport de corps après mise en bière : tout transport de corps dans son cercueil réglementairement effectué sur moyenne et longue distance dans un véhicule conforme. Cette activité comprend le transport des restes mortels dans un cercueil ou dans une boîte à ossements après leur exhumation à la demande des familles ;

## ANNEXE N° 1 (suite)

- l'organisation des obsèques : prestation qui consiste à accueillir les familles pour leur proposer de déterminer le contenu et le prix des obsèques de leur défunt.

Cette activité comprend la présentation aux familles des contrats en prévision d'obsèques qui déterminent précisément l'utilisation des sommes versées.

Les différentes démarches qui sont effectuées par l'opérateur funéraire auprès de l'administration et des différents organismes privés :

- les soins de conservation : toute opération de soins de conservation effectuée sur le corps d'une personne décédée dans les conditions précisées aux articles R. 363-1, R. 363-2 et R. 363-3 du code des communes ;
- la fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires ;
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires ;
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires : gestion permanente en délégation officielle avec une commune, en location ou en pleine propriété, d'une chambre funéraire (art. L. 2223-38 du code général des collectivités territoriales) régulièrement créée (art. R. 361-35 du code des communes) et conforme aux prescriptions réglementaires ;
- la fourniture des corbillards : véhicules d'apparat affectés au transport d'un corps après mise en bière à l'occasion d'un convoi funéraire local ou d'une cérémonie. Ces véhicules doivent être conformes aux prescriptions réglementaires ;
- la fourniture des voitures de deuil : véhicules affectés au transport des familles, de leurs proches et des ministres du culte lors d'un convoi funéraire ;
- la fourniture de personnel : fossoyeurs, porteurs, chauffeurs, ordonnateurs, agents de chambre funéraire, vendeurs, assistants funéraires ;
- la fourniture des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations qui comprend :
  - objets et prestations nécessaires : ensemble des fournitures et des opérations nécessaires à la réalisation des opérations funéraires énumérées ci-dessous ;
  - obsèques : ensemble des opérations et cérémonies qui ont lieu depuis la mise en bière du corps jusqu'à l'inhumation ou la crémation ;
  - inhumations : ouverture et fermeture du caveau, creusement et comblement des fosses, mise en terre ou en caveau du cercueil, réinhumation d'un cercueil ou d'une boîte à ossements, dépôt des restes à l'ossuaire, transport des corps à l'intérieur du cimetière ;

## ANNEXE N° 1 (suite)

- exhumations : ouverture et fermeture du caveau, creusement et comblement des fosses, extraction des restes mortels, réduction des corps, nouvelle mise en bière des restes mortels, fourniture d'un nouveau cercueil ou d'une boîte à ossements (reliquaire) ;
- crémations : fourniture de l'urne (cendrier et enveloppe de présentation de l'urne), dépôt de l'urne au columbarium, dépôt de l'urne en propriété particulière, dispersion des cendres dans le jardin du souvenir, dispersion des cendres en tout lieu à l'exclusion des voies publiques.

La fourniture des prestations susvisées donne lieu à la perception de redevances correspondant aux divers services rendus aux usagers.

Le conseil municipal vote le montant de ces redevances qui ont pour but de couvrir les charges du service extérieur des pompes funèbres.

Ces redevances ne peuvent être mises qu'à la charge des usagers du service organisé par la commune en régie. Elles ne sauraient être imposées aux familles qui ont recours à une entreprise privée contrairement au régime des taxes funéraires précisé au point 1.1.2 de la présente circulaire.

### 1.3. Activités industrielles et commerciales connexes au service extérieur des pompes funèbres

Conformément à l'article L. 2221-1 du code général des collectivités territoriales, les communes peuvent exploiter directement des services d'intérêt public à caractère industriel ou commercial.

La gestion de ces activités par la commune est donc subordonnée à la reconnaissance du caractère d'intérêt public de l'activité.

Il apparaît que certaines activités commerciales exercées par les communes dans le domaine funéraire ne relèvent pas en tant que telle d'une mission de service public mais constituent des activités d'intérêt public connexes à l'exercice du service extérieur des pompes funèbres.

En effet, dans sa jurisprudence (CE, 10 février 1988 MEZY) le Conseil d'Etat considère qu'"une commune peut, en dehors des fournitures qui sont comprises dans le service extérieur des pompes funèbres, dans l'intérêt de la population et sous l'égide du service public mis en place, organiser la vente de fournitures se rattachant de façon suffisamment directe au fonctionnement du service".

Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux compétents, il apparaît que les prestations suivantes peuvent être incluses dans cette catégorie :

- fleurs et fleurs artificielles : tous éléments naturels et artificiels de décoration florale ;

## ANNEXE N° 1 (suite)

- travaux divers d'imprimerie : enveloppes, faire-part de décès, annonces dans la presse ;
- construction, entretien et vente de caveaux dans le cimetière ;
- entretien et nettoyage des sépultures et monuments funéraires.

Ces opérations sont retracées soit dans le budget annexe du service extérieur des pompes funèbres, s'il en existe un, soit dans le cas contraire dans un budget annexe distinct.

### 1.4. La création et la gestion du crématorium

#### 1.4.1. Définition

L'article L. 2223-40 du code général des collectivités territoriales prévoit que "les communes ou les établissements de coopération intercommunale sont seuls compétents pour créer et gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, les crématoriums.

Toute création ou extension des crématoriums ne peut avoir lieu sans l'autorisation préalable du représentant de l'Etat dans le département, accordée après enquête de commodo et incommodo et avis du conseil départemental d'hygiène".

Il résulte de cette disposition et des travaux préparatoires de la loi du 8 janvier 1993 que la création et la gestion des crématoriums est une mission de service public facultative et délégable qui relève de la compétence des communes ou des établissements publics de coopération intercommunale.

Cette mission de service public comprend :

- la construction et l'entretien du crématorium ;
- l'ensemble des opérations liées à la crémation des personnes décédées de la réception du cercueil à la remise de l'urne à la famille ou à toute personne mandatée par la famille ;
- opération de crémation ;
- location des salons de recueillement ;
- location des salles de cérémonie ;
- la crémation des restes des corps exhumés à la demande des communes après reprise des concessions ;
- l'incinération des pièces anatomiques humaines à la demande des établissements de santé (art. R. 44-9 du code de la santé publique).

## ANNEXE N° 1 (suite)

### 1.4.2. La qualification juridique

Le législateur n'a pas précisé dans la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 relative à la législation dans le domaine funéraire le caractère de ce service public (service public administratif ou service public industriel et commercial). Dans ces conditions, il faut apprécier au cas par cas la nature du service selon les critères dégagés par la jurisprudence du Conseil d'Etat : objet du service, origine des ressources et modalités de fonctionnement.

Dans le cas de la gestion des crématoriums, l'objet du service ne constitue pas un critère pertinent. La qualification du service devra être déduite seulement de l'origine des ressources et des modalités de fonctionnement.

Ainsi, il faut considérer qu'en égard à l'origine de ses ressources constituées par des redevances acquittées par les familles en contrepartie des prestations assurées et en raison de leurs modalités de fonctionnement qui correspondent à celles des régies municipales de pompes funèbres, l'activité des crématoriums lorsqu'elle est organisée en régie par la commune constitue un service public à caractère industriel et commercial.

Les opérations relevant de ce service seront donc retracées dans un budget annexe (M 4) soumis à la règle de l'équilibre financier prévue aux articles L. 2224-1 et L. 2224-2 du code général des collectivités territoriales. Ce budget doit être distinct du budget annexe du service extérieur des pompes funèbres (annexe II).

Toutefois, lorsque le fonctionnement du service est financé uniquement par les recettes provenant du budget général de la commune (les prestations sont alors gratuites pour les familles), le service doit être qualifié de service public administratif.

Dans ce cas les opérations comptables seront retracées dans le budget général de la commune.

### 1.5. Dispositions comptables

Les opérations relevant du budget général de la commune (service public administratif) sont comptabilisées selon les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M 14.

Le compte 21316 "Equipements du cimetière", créé par la mise à jour de l'instruction applicable au 1er janvier 1998, permet d'enregistrer dans le budget communal les opérations concernant les équipements du cimetière, notamment les colombariums, les dépositaires, les caveaux provisoires et les bâtiments d'accueil.

Dès lors que les opérations relèvent du service extérieur des pompes funèbres (service public à caractère industriel et commercial), elles doivent être comptabilisées selon les dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M 4.

## ANNEXE N° 1 (suite)

Le plan de comptes M 4 a vocation à s'appliquer à l'ensemble des services publics à caractère industriel et commercial et ne comporte pas de comptes spécifiques à l'activité du service extérieur des pompes funèbres. Néanmoins, le service peut, en tant que de besoin, subdiviser les comptes figurant dans cette nomenclature. Toutefois, ces subdivisions n'apparaîtront pas dans les documents budgétaires.

A toutes fins utiles, les précisions suivantes relatives à certaines catégories de comptes sont apportées.

### Comptes d'immobilisations

Les immobilisations corporelles du service extérieur des pompes funèbres s'inscrivent de la façon suivante au sein des rubriques du compte 21, lorsqu'elles sont achevées :

- au compte 2131 "Bâtiments", les chambres funéraires et les crématoriums ;
- au compte 215 "Installations techniques, matériels et outillage industriel", les tentures extérieures des maisons mortuaires, et les tables de réfrigération lorsqu'elles n'ont pas le caractère d'un immeuble par destination. Dans le cas contraire, ces dernières s'inscrivent au compte 2135 "Installations générales, agencements et aménagements de construction" ;
- au compte 2182 "Matériel de transports", les corbillards, voitures de deuil et de suite.

### Comptes de stocks

Lorsque la collectivité a décidé de tenir une comptabilité de stocks, elle utilise les comptes appropriés de la classe 3, notamment le compte 37 pour les stocks destinés à la revente.

Les comptes de stocks peuvent être librement subdivisés par le service selon les besoins de son organisation interne. Cependant, ces besoins devraient être limités dans la mesure où les stocks sont suivis de manière détaillée dans la comptabilité matières de l'ordonnateur.

Si le service extérieur des pompes funèbres tient une comptabilité de stocks, il utilise les comptes 601, 602, 603, 604 et 605.

Dans le cas contraire, les achats de matières et fournitures s'inscrivent au compte 606, les achats de marchandises au compte 607.

### Comptes de produits

Les redevances perçues au titre des prestations du service extérieur des pompes funèbres s'inscrivent au compte 706 "Prestations de services".

Les ventes de marchandises ou d'objets s'inscrivent au compte 707 "Ventes de marchandises".

## ANNEXE N° 1 (suite)

Les travaux effectués pour des tiers sont remboursés par ces derniers au compte 704 "Travaux".

Les diverses refacturations de charges s'inscrivent aux subdivisions du compte 708 "Produits des activités annexes".

Les locations imputées au compte 7083 se rapportent aux biens meubles, les locations d'immeubles s'imputent au compte 752.

Le compte 713 "Variation des stocks de produits" n'est utilisé que lorsque le service tient une comptabilité des stocks entrant dans un cycle de production. Les ventes de marchandises ou d'objets correspondantes s'inscrivent, dans ce cas, au compte 701 "Vente de produits finis et intermédiaires".

## II. - SITUATION ET STATUT DES PERSONNELS DES REGIES MUNICIPALES DE POMPES FUNEBRES

### 2.1. Conditions de recrutement des personnels des services publics industriels et commerciaux

Dans un avis rendu le 3 juin 1986, le Conseil d'Etat pose le principe de l'application aux services publics industriels et commerciaux des collectivités locales exploités en régie, même non dotés de la personnalité morale, de la règle selon laquelle la nature industrielle et commerciale d'une activité de service public entraîne la soumission à un statut de droit privé du personnel qui lui est affecté (arrêts du Conseil d'Etat du 26 janvier 1923 de "Robert Lafregeyre", du 8 mars 1957 "Jalenques de Labeau", du 15 décembre 1967 "Sieur Level" ; décisions du tribunal des conflits du 15 janvier 1968 "Epoux Barbier" et du 13 février 1984 "Pomarèdes Roger c/commune de Brides-les-Bains").

Il précise toutefois que l'application de ce principe ne fait pas obstacle à l'affectation de fonctionnaires territoriaux dans des services publics industriels et commerciaux gérés directement par les collectivités locales, le fait d'exercer une activité à caractère industriel et commercial n'ayant pas pour conséquence de les soustraire à leur statut.

La possibilité est ainsi expressément confirmée pour les collectivités locales de recruter des personnels de droit privé dans leurs régies industrielles et commerciales sans personnalité morale, sans pour autant interdire l'affectation dans ces services de fonctionnaires territoriaux.

Le recrutement des personnels de droit privé dans les services publics industriels et commerciaux s'opère directement et n'est soumis à aucune procédure particulière, sous réserve bien entendu du respect des compétences respectives de l'assemblée délibérante et de l'exécutif en matière de personnel.



## ANNEXE N° 1 (suite)

Les contrats de travail doivent respecter les dispositions des articles L. 121-1 et suivants du code du travail et, pour ce qui concerne les contrats à durée déterminée, les dispositions des articles L. 122-1 et suivants de ce même code.

## 2.2. Situation des fonctionnaires actuellement en fonctions au sein des régies municipales de pompes funèbres

Quelle que soit la forme juridique de la régie (régie simple ou directe antérieure à 1926, régie autonome ou régie personnalisée), les personnels relevant actuellement de la fonction publique territoriale conservent leur statut.

Deux cas sont à distinguer :

- dans le cas où la régie est dotée de la personnalité morale, les fonctionnaires sont maintenus en position de détachement ou détachés, avec leur accord, dans les conditions prévus par le décret n° 86-68 du 13 janvier 1986 modifié relatif aux positions de détachement, hors cadre, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux ;
- pour les régies autonomes, ainsi que pour les régies simples créées antérieurement à 1926, les fonctionnaires restent en position d'activité sans qu'il soit nécessaire de prévoir une décision particulière, dès lors qu'ils continuent d'exercer les mêmes fonctions.

Vous voudrez bien informer les maires de l'entrée en vigueur de ce dispositif et me saisir des éventuelles difficultés d'application que vous rencontrerez.

Pour le Ministre et par délégation.

Le Directeur Général des Collectivités

locales

Michel THENAULT

ANNEXE N° 1 (suite)

**ANNEXES**

**ANNEXE 1 :** Tableau de suivi dans le budget communal des opérations funéraires

**ANNEXE 2 :** Modèle de budget primitif M 4 du service extérieur des pompes funèbres

**ANNEXE 3 :** Modèle de budget primitif M 4 du service extérieur des pompes funèbres limité au service de fossoyage dans les cimetières.

## ANNEXE N° 1 (suite)

**ANNEXE 1**  
**SUIVI DANS LE BUDGET COMMUNAL DES OPERATIONS FUNERAIRES**

OBJET PRINCIPAL	OPERATIONS	NATURE
Cimetière	<ul style="list-style-type: none"> <li>. création</li> <li>. agrandissement</li> <li>. gestion</li> <li>. entretien(MP)</li> <li>. translation</li> <li>. gardiennage</li> <li>. clôture</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (ND)</li> <li>. obligatoire</li> <li>. M14</li> <li>. compte 2116 (immobilisations corporelles-terrains)</li> </ul>
personnel et fournitures liés au fonctionnement du cimetière	toutefois, les seules prestations d'entretien du cimetière, à l'exclusion des opérations de police ou de gestion du domaine public, peuvent faire l'objet d'un marché public	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (ND, MP)</li> <li>. obligatoire</li> <li>. M14</li> </ul>
terrains communs	. fosses en pleine terre reprises dans le délai de rotation de 5 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (ND)</li> <li>. gratuité</li> <li>. obligatoire</li> <li>. M14 (Compte 2116)</li> </ul>
concessions privées	<ul style="list-style-type: none"> <li>. concessions temporaires</li> <li>. concessions 50 ans</li> <li>. concessions 30 ans</li> <li>. concessions perpétuelles</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (ND)</li> <li>. facultatif</li> <li>. M14</li> </ul>
exhumations et réinhumations administratives	<ul style="list-style-type: none"> <li>. opérations d'exhumation et de réinhumation réalisées à la demande de la commune</li> <li>. fourniture de reliquaires ou de boîtes à ossements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (MP)</li> <li>. facultatif</li> <li>. M14</li> </ul>
crémations administratives	<ul style="list-style-type: none"> <li>. crémations des restes exhumés à la demande de la commune</li> <li>. crémation des corps des personnes dépourvues de ressources suffisantes</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (MP)</li> <li>. facultatif</li> <li>. M14</li> </ul>
ossuaire	. lieu de dépôt des restes des sépultures reprises	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (ND)</li> <li>. obligatoire</li> <li>. M14 (Compte 21316)</li> </ul>
caveau provisoire	. caveau d'attente pour inhumation provisoire, après mise en bière, à la demande de la famille	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (ND)</li> <li>. facultatif</li> <li>. M14 (Compte 21316)</li> </ul>
dépositaire	. lieu de dépôt temporaire après mise en bière sur réquisition de police	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (ND)</li> <li>. facultatif</li> <li>. M14 (Compte 21316)</li> </ul>
colombarium	. construction, gestion, entretien, gardiennage des cases de colombarium	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (ND)</li> <li>. facultatif</li> <li>. M14 (Compte 21316)</li> </ul>
taxes funéraires communales	<ul style="list-style-type: none"> <li>. inhumations (réinhumations)</li> <li>. crémations</li> <li>. convois (transport de corps après mise en bière effectué sur le territoire communal avec pompe ou cérémonie)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>. taxes fiscales</li> <li>. facultatives</li> <li>. M14 (compte 7333)</li> </ul>
obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes	en l'absence d'organisation du service extérieur	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (police administrative)</li> <li>. obligatoire</li> <li>. M14</li> </ul>
transports des corps des personnes décédées sur la voie publique ou dans un lieu public et séjour en chambre funéraire	sur réquisition de police	<ul style="list-style-type: none"> <li>. spa (police administrative)</li> <li>. obligatoire</li> <li>. créances sur des tiers (famille, justice)</li> <li>. M14</li> </ul>

## ANNEXE N° 1 (suite)

BUDGET ANNEXE OU AUTONOMIE SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNERAIRES	OBSERVATIONS	NATURE
transport de corps avant mise en bière	véhicules de route	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
transport de corps après mise en bière	véhicules de route	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
organisation des obsèques	fourniture de tout devis assorti d'un bon de commande organisant les obsèques	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
soins de conservation	soins réservés aux seuls thanatopracteurs diplômés et habilités	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs, des urnes cinéraires	notamment : enveloppes de décoration des urnes	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires	à l'exclusion des édifices du culte	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
gestion et utilisation des chambres funéraires	. salon(s) de présentation . salle de reconnaissance . salle de préparation des corps . case(s) réfrigérée(s)	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
fourniture des corbillards et des voitures de deuil	. véhicules d'apparat . véhicules de suite	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations	notamment : . fossoyeurs municipaux intervenant à la demande des familles . opérations d'ouverture et de fermeture des caveaux, de creusement et de comblement des fosses . cérémonie de remise de l'urne à la famille, de dispersion des cendres, de dépôt de l'urne en caveau ou dans un columbarium	. spic . habilitation obligatoire . facultatif . M4
obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes	en cas de gestion directe du service extérieur	. dépense obligatoire pour le budget annexe . M4
honoraires	prix versé par la famille en contrepartie des démarches diverses effectuées par l'opérateur dans le cadre d'un mandat	. facultatif . M4

## ANNEXE N° 1 (suite)

BUDGET ANNEXE PRESTATIONS CONNEXES AU SERVICE EXTERIEUR DES POMES FUNERAIRES (VOIR PAGE 7)	OBSERVATIONS	NATURE
plaques funéraires	. fourniture à l'occasion d'obsèques	. pas d'habilitation . M4
emblèmes religieux	. fourniture à l'occasion d'obsèques	. pas d'habilitation . M4
fleurs	. fourniture à l'occasion d'obsèques	. pas d'habilitation . M4
travaux divers d'imprimerie	faire-parts de décès, remerciements, insertion dans la presse	. pas d'habilitation . M4
caveaux dans le cimetière	à l'exclusion des fournitures de marbrerie funéraire	. pas de monopole communal . pas d'habilitation . marché public possible . M4

BUDGET ANNEXE OU AUTONOME CRÉMATORIUM	OBSERVATIONS	NATURE
crématorium	. construction . agrandissement . gestion	. spic (D) . monopole communal . facultatif . habilitation obligatoire . M4
four(s) de crémation	. construction . entretien	. monopole communal . obligatoire . M4
fourniture des cendriers (urnes cinéraires)	urne métallique scellée munie d'une plaque d'identité	. monopole communal . obligatoire . M4
opérations de crémation	crémation des corps et réduction en cendres	. monopole communal . obligatoire . M4
salle de cérémonie	mise à disposition ou location	. habilitation obligatoire si organisation de la cérémonie . obligatoire . M4
local de conservation des urnes dans l'enceinte du crématorium	location à durée déterminée	. monopole communal . obligatoire . M4
salle de remise de l'urne	mise à disposition ou location	. habilitation obligatoire si organisation des obsèques . obligatoire . M4

## ANNEXE N° 1 (suite)

BUDGET ANNEXE OU AUTONOME CREMATORIUM	OBSERVATIONS	RELEVÉS
agents du crématorium	notamment : conducteurs de four accueil entretien	Habilitation obligatoire au titre du service extérieur M 4
crémations administratives	crémation des restes exhumés à la demande de la commune crémation de déchets hospitaliers crémation des restes des corps donnés à la science crémation des corps des personnes dépourvues de ressources suffisantes	spa frais de crémation à rembourser selon le cas par la commune sur son budget général ou par l'établissement de santé
* dispersion des cendres dans le jardin du souvenir, dépôt de l'urne dans une sépulture ou dans une case de colombarium	opérations se déroulant exclusivement dans l'enceinte d'un cimetière communal ou intercommunal	spic (D) prestation connexe du service public de crémation facultatif pas de monopole communal habilitation obligatoire au titre du service extérieur
* fourniture des urnes funéraires	enveloppe de décoration	spic (D) prestation connexe du service public de crémation facultatif pas de monopole communal habilitation obligatoire au titre du service extérieur

COMPTES NON BUDGETAIRES TENUS PAR LE COMPTABLE PUBLIC	OBSERVATIONS	RELEVÉS
vacations funéraires	redevances obligatoires versées par les familles en contrepartie de la présence d'un fonctionnaire pour contrôler certaines opérations funéraires	produit suivi en M14 dans un compte de tiers 4643 « vacations encaissées à reverser »

**glossaire :**

- (D) délégué
- (ND) non délégué
- (MP) marché public possible
- spa service public administratif
- spic service public industriel ou commercial
- M14 instruction budgétaire et comptable applicable aux communes et à leurs  
établissements publics administratifs
- M4 instruction budgétaire et comptable applicable aux services publics locaux  
industriels ou commerciaux

\* Lorsque la commune ne possède pas de budget annexe du service extérieur des pompes funèbres la fourniture des urnes funéraires, la dispersion des cendres dans le jardin du souvenir et le dépôt de l'urne dans une sépulture ou dans un colombarium peuvent être retracés au sein du budget annexe crématorium.

ANNEXE N° 1 (suite)

**SERVICE EXTERIEUR  
DES POMPES FUNEBRES**

**BUDGET PRIMITIF**

**M 4**

Sommaire
----------

p.3	I	Balance générale du budget
p.4	II	Vote du budget
		Section de fonctionnement - Vue d'ensemble
p. 5/8		Section de fonctionnement (Dépenses)
p. 9/10		Section de fonctionnement (Recettes)
p. 11		Section d'investissement - Vue d'ensemble
p. 12		Section d'investissement - Opérations financières
p. 13		Section d'investissement - Opérations d'ordre à l'intérieur de la section
p. 14		Section d'investissement - Equipement - (Détail par articles)
p. 15		Annexes - Etat de la dette - Récapitulation
p. 16/21		Annexes - Etat de la dette - Détail
p. 22/23		Annexes - Crédits de trésorerie
		Annexes - Engagements reçus
p. 24/25		Annexes - Etat des engagements donnés
p. 26		Annexes - Amortissements et provisions (Amortissement des immobilisations)
p. 27		Annexes - Etat des méthodes utilisées
p. 28/29		Annexes - Personnel
p. 30		Arrêté et signature



## ANNEXE N° 1 (suite)

I BALANCE GENERALE DU BUDGET PRIMITIF					
Cptes	LIBELLES	DEPENSES		RECETTES	
		Opér. réelles	Opér. d'ordre	Opér. réelles	Opér. d'ordre
	<b>INVESTISSEMENT</b>				
	<b>Total opérations réelles et d'ordre</b>				
10	Apports, dotations et réserves				
13	Subventions d'investissement				
14	Provisions réglementées				
15	Provisions pour risques et charges				
16	Emprunts et dettes assimilées				
20	Immobilisations incorporelles				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immobilisations mises en concession				
23	Immobilisations en cours				
24	Immob. remises en affect. conc. disp.				
26	Participations et créances rattachées				
27	Autres immobilisations financières				
28	Amortissements des immobilisations				
29	Prov. pour dépréc. des immobilisations				
39	Prov. pour dépréc. des stocks				
49	Prov. pour dépréc. des comptes de tiers				
59	Prov. pour dépréc. des comptes financiers				
481	Charges à répartir				
003	Dépenses imprévues				
005	Virement de la section de fonctionn.				
	<b>FOR FONCTIONNEMENT</b>				
	<b>Total opérations réelles et d'ordre</b>				
60	Achats et variations de stocks				
61	Services extérieurs				
62	Autres services extérieurs				
63	Impôts, taxes et versements assimilés				
64	Charges de personnel				
65	Autres charges de gestion courante				
66	Charges financières				
67	Charges exceptionnelles				
68	Dot. aux amort. et aux provisions				
69	Impôts sur les bénéfices				
70	Vente de produits fabriqués, prestations de service, marchandises				
71	Production stockée (ou déstockage)				
72	Production immobilisée				
74	Subventions d'exploitation				
75	Autres prod. des gestion courante				
76	Produits financiers				
77	Produits exceptionnels				
78	Reprises sur amort. et provisions				
79	Transferts de charges				
004	Dépenses imprévues				
006	Virement à la section d'investissement				
	<b>TOTAL SECTIONS</b>				
001	Résultat reporté d'investissement				
002	Résultat reporté de fonctionnement				
	<b>TOTAL GENERAL</b>				

## ANNEXE N° 1 (suite)

**II - VOTE DU BUDGET**

- I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget :
- au niveau (1) pour la section d'investissement ;
  - au niveau (1) pour la section de fonctionnement.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

- II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans opérations, à l'exception des crédits de subvention, obligatoirement spécialisés.

(1) à compléter par " du chapitre " ou " de l'article "

(2) rayer la mention inutile

**SECTION DE FONCTIONNEMENT - VUE D'ENSEMBLE**

	Chapitres	Pour l'exercice budg. précédent	Propositions du Président	Vote de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
60,61	Achats et variations de stocks, autres charges			
62,	externes et rabais, remises, ristournes accordés			
709				
63	Impôts, taxes et versements assimilés			
64	Charges de personnel			
65	Autres charges de gestion courante			
66	Charges financières			
67	Charges exceptionnelles			
68	Dot. aux amortissements et prov.			
69	Impôts sur les bénéfices et ass.			
004	Dépenses imprévues			
006	Virement à la section d'investissement			
71	Variation de stocks (déstockage)			
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>			
	Déficit antérieur reporté			
	<b>RECETTES</b>			
60,61	Achats et variations de stocks, autres charges			
62	externes			
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de			
	service, marchandises			
71	Variations de stocks (production stockée)			
72	Production immobilisée			
74	Subventions d'exploitation			
75	Autres prod. de gestion courante			
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises sur amortis. et provisions			
79	Transferts de charges			
6419	Remboursement sur rémunérations du pers.			
6459	Remboursement sur charges de sécu. et de			
	prévoyance			
699	Produits-Report en arrière des déficits			
	<b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>			
002	Excédent antérieur reporté			

\* primitif

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Libellé	Pour mémoire budg. précédent	Prop. du Président	Vote de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
60, 61, 62, 709	<b>ACHATS ET VARIATION DE STOCKS, AUTRES CHARGES EXTERNES, TRR ACCORDES</b>			
601	Achats stockés. Mat. lères (et fournitures)			
6021	Matières consommables			
60221	Combustibles et carburants			
60222	Produits d'entretien			
60223	Fournitures d'atelier et d'usine			
60224	Fournitures de magasin			
60225	Fournitures de bureau			
6026	Emballages			
6031	Variation des stocks de mat. lères (et fourn.)			
6032	Var. des stocks des autres approvisionnements			
6037	Var. des stocks de marchandises			
604	Achats d'études et prestations de services			
605	Achats de matériel, équipements et travaux			
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie...)			
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement			
6064	Fournitures administratives			
6066	Carburants			
6068	Autres matières et fournitures			
607	Achats de marchandises			
611	Sous-traitance générale			
6122	Crédit-bail mobilier			
6125	Crédit-bail immobilier			
6132	Locations immobilières			
6135	Locations mobilières			
6136	Malis sur emballages			
614	Charges locatives et de copropriété			
6152	Entretien et réparations sur biens immob.			
6155	Entretien et réparations sur biens mob.			
6156	Maintenance			
6161	Multirisques			
6162	Assurance obligatoire dommage-construct.			
6168	Autres primes d'assurances			
617	Etudes et recherches			
618	Divers			

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Libellé	Pour memoire budg. préc.	Prop. du Président	Vote de l'Assemblée
6211	Personnel intérimaire			
6218	Autre personnel extérieur			
6221	Commissions et courtages sur achats			
6222	Commissions et courtages sur ventes			
6226	Honoraires			
6227	Frais d'actes et de contentieux			
6228	Divers			
6231	Annonces et insertions			
6232	Echantillons			
6233	Expositions et foires			
6236	Catalogues et imprimés			
6237	Publications			
6238	Divers			
6241	Transports sur achats			
6242	Transports sur ventes			
6244	Transports administratifs			
6247	Transports collectifs du personnel			
6248	Divers			
6251	Voyages et déplacements			
6255	Frais de déménagement			
6256	Missions			
6257	Réceptions			
6261	Frais d'affranchissement			
6262	Frais de télécommunications			
627	Services bancaires et assimilés			
628	Divers			
7091	RRR accordés sur ventes de prod. finis et intermédiaires			
7093	RRR accor. sur ventes de prod. résiduels			
7094	RRR accordés sur travaux			
7096	RRR accor. sur prestations de services			
7097	RRR accor. sur ventes de marchandises			
7098	RRR accor. sur prod. des activités annex.			

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Propositions du Président	Vote de l'Assemblée
<b>64</b>	<b>Charges de personnel</b>			
641	Rémunérations du personnel			
6411	Salaires, appointements			
6412	Congés payés			
6413	Primes et gratifications			
6414	Indemnités et avantages divers			
6415	Supplément Familial			
645	Charges de sécurité sociale et de prévoy.			
6451	Cotisations à l'URSSAF			
6453	Cotisations aux caisses de retraite			
6454	Cotisations aux ASSEDIC			
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux			
647	Autres charges sociales			
6471	Prest. directes			
6474	Versements aux autres oeuvres sociales			
6475	Médecine du travail - pharmacie			
6478	Autres charges sociales			
<b>63</b>	<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>			
6311	Taxe sur les salaires			
6312	Taxe d'apprentissage			
6313	Part des empl. à la formation prof. continue			
6314	Cotisation par défaut d'in. obl. constr.			
6318	Autres impôts et taxes (adm. des impôts)			
6331	Versement de transport			
6332	Cotisations au FNAL			
6333	Participation des employeurs à la formation prof. continue			
6334	Part. des empl. à l'effort de constr.			
6335	Versmts lib. pour exonération TA			
6336	Cotisation au centre national de gestion et aux centres de gestion de la FPT			
6338	Autres impôts et taxes (autres organ.)			
<b>65</b>	<b>AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE</b>			
651	Redevances pour concessions, brevets, etc...			
	Ind. et frais de mis. aux prés. et vice-prés.			
654	Pertes sur créances irrécouvrables			
658	Charges diverses de gestion courante			

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

## OPERATIONS REELLES (suite et fin) - OPERATIONS D'ORDRE

Art.	Libellé	Pour mémoire budget précédent	Proposition du Président	Vote de l'Assemblée
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
	<i>Intérêts</i>			
6611	Intérêts des emprunts et des dettes			
6615	Intérêts des C/courants et dépôts créditeurs			
6616	Intérêts banc. et sur opérations de fint.			
6618	Intérêts des autres dettes			
666	Pertes de change			
667	Charges nettes sur cession de val. Mob.			
668	Autres charges financières			
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
6711	Intérêts moratoires et pénalités/marchés			
6712	Amendes fiscales et pénales			
6713	Dons, libéralités			
6715	Subventions accordées			
6717	Rappels d'impôts			
6718	Autres charges excep./opér. de gestion			
6721	Charges sur exercices antérieurs (exploitat°)			
6727	" " " (except.)			
675	Val. compt. des éléments d'actif cédés			
678	Autres charges exceptionnelles (subv. versées)			
<b>68</b>	<b>DOTATIONS AUX AMORT. ET PROV.</b>			
	<i>- Charges d'exploitation</i>			
6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles			
6812	Dotations aux amortissements des ch. d'exploitation à répartir			
6815	Dot. aux prov. pour risques et ch. d'expl.			
6816	Dot. aux prov. pour dépr. des immob. Corp.			
6817	Dot. aux prov. pour dépr. des actifs circ.			
	<i>- Charges financières</i>			
6861	Dot. aux amort. des primes de remboursement des obligations			
6865	Dot. aux prov. pour risques et ch. financiers			
6866	Dot. aux prov. pour dépr. des éléments fin.			
	<i>- Charges exceptionnelles</i>			
6871	Dot. aux amortissements except. des immob.			
6872	Dot. aux provisions réglementées			
6874	Dot. aux autres provisions réglementées			
6875	Dot. aux prov. pour risques et charges except.			
6876	Dot. aux prov. pour risques et ch. except.			
<b>69</b>	<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>			
<b>71</b>	<b>PRODUCTION STOCKEE</b>			
7133	Variations des encours de prod. de biens			
7134	Variations des encours de prod. de services			
7135	Variations des stocks de produits			
<b>006</b>	<b>Virements à la section d'investissement</b>			
	<b>TOTAL OPERATIONS REELLES (1)</b>			
	<b>TOTAL OPERATIONS D'ORDRE (2)</b>			
<b>004</b>	<b>Dépenses imprévues</b>			
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>			
<b>002</b>	<b>Déficit de fonctionnement reporté</b>			
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>			

(1) : 60, 61, 62, 709 + 63, 64 + 65 + 739 + 66 + 67 (sauf 675) + 69 + 004

(2) : 603 + 71 + 675 + 006 (en italiques)

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Dépenses	Pour mémoire budget présent	Propositions du Président	Vote de l'Assemblée
603	<i>Variations de stocks</i>			
70	<b>VENTE DE PRODUITS FABRIQUES, PRESTATIONS DE SERVICE, MARCHANDISES</b>			
701	Vente de prod. finis et intermédiaires (1)			
703	Ventes de produits résiduels			
704	Travaux			
706	Prestations de services			
707	Vente de marchandises			
	<b>Refacturation de charges</b>			
7081	Prod. des serv. expl. dans l'intérêt du personnel			
7082	Commissions et courtages			
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)			
7084	Mise à disp. de pers. facturée à* .....			
7085	Ports et frais accessoires facturés à :			
	.....			
7088	Autres produits d'activités annexes			
71	<b>Production stockée</b>			
7133	<i>Variations des encours de prod. de biens</i>			
7134	<i>Variations des encours de prod. de services</i>			
7135	<i>Variations des stocks de produits</i>			
72	<b>Production immobilisée</b>			
74	<b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>			
75	<b>AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE</b>			
751	Redev. pour conc. brevets. lic., marques			
752	Revenus des immeubles			
758	Produits divers de gestion courante			
	<b>ATTENUATION DE CHARGES</b>			
	<b>Rabais, remises et ristournes obtenus</b>			
609.	Sur achats de.....			
619	Sur services extérieurs			
629	Sur autres services extérieurs			
	<b>Remboursements</b>			
6419	sur rémun. du pers.			
6459	sur ch. de séc. soc. et de prév.			
699	Produits-Report en arrière des déficits			

(1) A détailler selon nomenclature

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Libellé	Pour mémoire budg. précédent	Propositions du Président	Vote de l'Assemblée
<b>76</b>	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
761	Produits de participations			
762	Produits des autres immob. financières			
764	Revenus des valeurs mob. de placement			
765	Escomptes obtenus			
766	Gains de change			
767	Prod. nets sur cessions de val. mob. placets			
768	Autres produits financiers			
<b>77</b>	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
7713	Libéralités reçues			
7714	Recouvr. sur créances adm. en non val.			
7715	Subventions d'équilibre			
7718	Autres prod. except. sur op. de gestion			
7721	Produits d'exploitation (ex. ant.)			
7727	Produits exceptionnels (ex. ant.)			
773	Mandats annulés ou atteints par déch.			
775	Produits des cessions d'immob.			
777	Quote-part des subv. d'inv. transf. au c/ résul.			
778	Autres prod. exceptionnels			
<b>78</b>	<b>REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS</b>			
	- Sur amortissements et provisions (d'exploitation)			
7811	Sur amortissement des immob. incorporelles et corporelles			
7815	Sur prov. pour risques et ch. d'exploit.			
7816	Sur prov. pour dépréc. des immob.			
7817	Sur prov. pour dépréc. des actifs circ			
	- Sur provisions (produits financiers)			
7865	Sur prov. pour risques et charges fin.			
	Sur prov. pour dépréc. des éléments fin.			
7866	- Sur provisions (produits exceptionnels)			
7874	Sur provisions réglementées			
7875	Sur provisions pour risques et ch. except.			
7876	Sur provisions pour dépréc. except.			
<b>79</b>	<b>TRANSFERTS DE CHARGES</b>			
791	d'exploitation			
796	financières			
797	exceptionnelles			
	<b>TOTAL OPERATIONS REELLES (1)</b>			
	<b>TOTAL OPERATIONS D'ORDRE (2)</b>			
<b>602</b>	<b>Excédent de fonctionnement reporté</b>			
	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>			

(1) : 70 + 73 + 74 + 75 + 609 + 619 + 629 + 6419 + 6459 + 699 + 77 (- 777)

(2) : 603 + 71 + 72 + 777 + 78 + 79



## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION D'INVESTISSEMENT

## VUE D'ENSEMBLE

ART.	Libellé	Pour membre budget précédent	Propositions du Président	Votes de l'Assemblée
<b>DEPENSES</b>				
001	Déficit antérieur reporté			
10	Apports, dotations et réserves			
13	Subventions d'investissement			
14	Provisions réglementées et amort. dérogatoires (reprises)			
15	Provisions pour risques et charges (reprises)			
16	Emprunts et dettes assimilées			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations mises en concession			
23	Immobilisations en cours			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations (reprises)			
39	Provisions pour dépréciation des stocks et encours (reprises)			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers (reprises)			
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers (reprises)			
003	Dépenses imprévues			
	<b>TOTAL</b>			
<b>RECETTES</b>				
001	Excédent antérieur reporté			
10	Apports, dotations et réserves			
13	Subventions d'investissement			
14	Prov. réglementées et amortissements dérogatoires			
15	Provisions pour risques et charges			
16	Emprunts et dettes assimilées			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations mises en concession			
26	Participations et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations			
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations			
39	Provisions pour dépréciation des stocks et encours			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers			
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers			
005	Autofinancement complémentaire de la section d'invest.			
	<b>TOTAL</b>			

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES

Art.	Libellé	Reports	Propositions du Président	Votes de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
001	Déficit d'investissement reporté			
	<b>16 Remboursement d'emprunts et dettes</b>			
164.	Emprunts auprès d'établissements de crédit*			
1688	Intérêts courus			
	<b>Autres dépenses financières</b>			
26.	Participation et créances rattachées*			
27.	Autres immobilisations financières*			
	Reprises :			
10.	sur apports, dotations et réserves*			
1391	sur subv. d'équipement, inscr. au compte résul.			
14.	sur provisions réglementées*			
15.	sur provisions pour risques et charges*			
.9	sur provisions pour dépréciation			
481	Charges à répartir			
003	Dépenses imprévues			
	<b>RECETTES</b>			
001	Excédent d'investissement reporté			
	<b>Ressources propres externes</b>			
1022	Complément de dotation - Etat			
10232	Complément de dotation - collectivités et EPL			
10238	" " - Autres organismes			
1025	Dons et legs en capital en numéraire			
27	Autres immobilisations financières			
	<b>Ressources propres internes</b>			
106	Réserves			
14.	Provisions réglementées et autres dérogations*			
15.	Provisions pour risques et charges*			
1688	Intérêts courus			
21..	Cessions d'immobilisations corporelles*			
26.	Cessions de participations.			
27-	Cessions d'immobilisations financières*			
28	Amortissements des immobilisations			
.....	Provisions pour dépréciation (29, 39, 49, 59)			
005	Virement de la section de fonctionnement			
481	Amortissement des charges à répartir			
	<b>EXCEDENT</b>			
	<b>DEFICIT</b>			

\* A détailler selon la nomenclature

## ANNEXE N° 1 (suite)

**SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS D'ORDRE  
A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

Art.	Libellé	Propositions du Président	Vote de l'Assemblée
	<b>DEPENSES *</b>		
1021	Réduction de la dotation		
21..	Immobilisations intégrées dans l'actif		
22	Immobilisations mises en concession		
.....	.....		
	<b>RECETTES *</b>		
1021	Dotation		
1025	Dons et legs en capital (en nature)		
21..	Immobilisations cédées		
.....	.....		

**TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE OU MIXTES  
DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

Nature des opérations	DEPENSES	RECETTES
Opérations d'ordre de section à section (opérations financières)		
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement *		
Opérations mixtes (compte 106)		
<b>TOTAL</b>		

\* Les dépenses sont égales aux recettes

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION D'INVESTISSEMENT- EQUIPEMENT

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Libellé	Report (1)	Propositions du Président	Votes de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
20.	Immobilisations incorporelles (2)			
21	Immobilisations corporelles			
2111	Terrains nu			
2131	Bâtiments			
2182	Matériel de transport			
2183	Matériel de bureau et informat.			
2184	Mobilier			
218.	Autres immob. corp.			
23	Immobilisations en cours			
2312	Immobilisations en cours - terrains			
2313	Immobilisations en cours - constructions			
2315	Immobilisations en cours - Inst. Techniques			
238	Avances et acomptes versés			
	<b>RECETTES</b>			
13	Subventions d'investissement			
1311	Subvention d'équip. transf. Etat et EN			
1312	Collectivités et autres établissements publics locaux			
16	Emprunts et dettes assimilées			
164.	Emprunts auprès d'établissements de crédit (2)			
167	Emprunts et dettes ass. de cond. particulières			
168.	Autres emprunts et dettes (2)			
29	<b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>			
	<b>EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>			

(1) En dépenses : dépenses engagées non mandatées ; en recettes : en recettes à émettre

(2) A détailler selon nomenclature

## ANNEXE N° 1 (suite)

**ANNEXES - ETAT DE LA DETTE**  
**RECAPITULATION**

Récap. par étab. prêteur	Dette en cap. à l'origine	Dette en cap. au 1/01 de l'exer.	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts	Capital
<b>TOTAL</b>					
Caisse des dép. et consignations					
Crédit Local de France					
Caisses d'Epargne					
Crédit Foncier					
Caisses de crédit agricole					
Autres prêteurs divers, dont :					
* crédit national					
* crédit mutuel					
* banques étrangères					
* organismes d'assurance					

Récap. par étab. prêteur	Dette en cap. à l'origine	Dette en cap. au 1/01 de l'exer.	Annuité à payer au cours de l'exercice	Dont	
				Intérêts	Capital
<b>TOTAL</b>					
Empr. et dettes à moins d'un an					
Empr. et dettes après d'ét. de et					
Empr. et dettes financières div.					
Empr. et dettes à plus d'un an					
Empr. et dettes après d'ét. de et					
Empr. et dettes financières div.					

Récapitulation par établissement prêteur	Dette en capital à l'origine	Dette en capital au 1/01 de l'exer.	Annuité à payer au cours de l'exer.	Dont	
				Intérêts	Capital
<b>TOTAL</b>					
164 - Empr. aupr. d'un étab. de créd.					
165 - Dépôts et cautionnements reçus					
167 - Empr. et dettes assortis de conditions particulières, dont :					
avances consolidées du Trésor					
- empr. sur c/ spéciaux du Trésor					
- dettes pour METP					
- dettes envers locataires acquéreurs					
- autres emprunts et dettes					
168 - Autres empr. et dettes assim., dont :					
- empr. auprès d'org. d'assurances					
- empr. auprès d'org. non financiers					
- empr. auprès de particuliers					
- empr. à l'étranger					
- empr. auprès d'autres prêteurs, dont :					
* dettes envers l'Etat et les EP					
* dettes envers les régions					
* dettes envers les départements					
* dettes env. les groupmts de CFL					
* dettes envers les autres EPL					
* dettes envers les autres org.					

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DE LA DETTE

**ETAT**

[illegible]

- 1) Indiquer F pour taux fixe, R pour taux révisable, V pour variable  
2) Indiquer la nature de l'index retenu (Exemple : PIBOR 3 mois, TAM, OAT)  
3) Marge appliquée à l'index retenu (Exemple : TAM + ...%)

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DE LA DETTE

**DE LA DETTE - DETAIL (suite n°2)**[illegible]

\* Indiquer A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel et M pour mensuel

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DE LA DETTE

Année d'encais- sement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en années	Taux			
				FRV (1)	Index (2)	Marge (3)	IRG
	165 DEPOTS et CAUTIONNEMENTS RECUS						
	167 EMPRUNTS ET DETTES ASSORTIS DE CONDITIONS PARTICULIERES						
	1681 AUTRES EMPRUNTS						
	1687 AUTRES DETTES						

1) Indiquer F pour taux fixe, R pour taux révisable, V pour variable

2) Indiquer la nature de l'index retenu (Exemple : PIBOR 3 mois, TAM, OAT)

3) Marge appliquée à l'index retenu (Exemple : TAM +.../%)



## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DE LA DETTE

**DE LA DETTE - DETAIL (suite n°2)**[illegible]

\* Indiquer A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel et M pour mensuel

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DE LA DETTE

ETAT  
EMPRUNTS

Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en années	Taux			
				PRV (1)	Index (2)	Marge (3)	TEG
	164 Emprunts auprès d'établissements de crédit						
	AUTRES EMPRUNTS (à détailler)						

## EMPRUNTS

Année d'encaissement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en années	Taux			
				PRV (1)	Index (2)	Marge (3)	TEG

1) Indiquer F pour taux fixe, R pour taux révisable, V pour variable

2) Indiquer la nature de l'index retenu (Exemple : PIBOR 3 mois, TAM, OAT)

3) Marge appliquée à l'index retenu (Exemple : TAM + .../%)

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DE LA DETTE

## DE LA DETTE (suite n°3 et fin)

## RENEGOCIES

Périodicité du Rembt	Date de la 1ère année de remboursement		DETTE EN CAPITAL A L'ORIGINE	DETTE Au 1er janvier de L'EXERCICE	Annuité	
	de l'intérêt	du capital			Intérêts	Capital

## DE REFINANCEMENT

Périodicité du rembt*	Date de la 1ère année du remboursement		DETTE en CAPITAL A L'ORIGINE	MONTANT DES PENALITES		ANNUITE	
	de l'intérêt	du capital		Capitalisées	Non capitalis.	Intérêts	Capital

\* Indiquer A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel et M pour mensuel

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - CREDITS DE TRESORERIE - ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS

## ETAT DES CREDITS DE

Date de la délibération	Date de réalisation	Organisme prêteur	Index	Marge	Montant de la commission	Montant maximum autorisé

## ETAT DES ENGAGEMENTS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme autorisateur
	Total.....	
	8027 - SUBVENTIONS A RECEVOIR PAR ANNUITES.....	
	8028 - AUTRES ENGAGEMENTS RECUS.....	
	* A l'exception de ceux reçus des entreprises.....	
	* Engagements reçus des entreprises.....	

## ANNEXE N° 1 (suite)

**ANNEXES - CREDITS DE TRESORERIE - ETAT DES ENGAGEMENTS RECUS**

## DE TRESORERIE

Montant des tirages de l'année N-1	Montant total des remboursements de l'année N-1	Capital restant dû au 1 <sup>er</sup> janvier	Intérêts accumulés au 31/12 année N-1	Commissions mandataires au 31/12 de l'année N-1

## RECUS

[illegible]

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ENGAGEMENTS DONNES

## 8016 - ETAT DES CONTRATS DE

Date du contrat	Nature du bien ayant fait l'objet du contrat	Désignation du crédit bailleur

## ETAT DES ENGAGEMENTS

Année d'origine	Nature de l'engagement	Organisme bénéficiaire
	Total.....	
	8017 - SUBVENTION A VERSER EN ANNUITES.....	
	8018 - AUTRES ENGAGEMENTS DONNES.....	
	Au profit d'organismes publics.....	
	* Au profit d'organismes privés.....	

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXE - ETAT DES ENGAGEMENTS DONNES

## CREDIT-BAIL MOBILIER ET IMMOBILIER

Durée du contrat	Taux d'intérêt théorique	Périodicité des échéances	Montant de la redevance	Montant de la valeur résiduelle

## DONNES

Durée en année	Périodicité	Dettes en capital à l'origine	Dettes en capital au 1 <sup>er</sup> janvier de l'exercice	Annuité à verser au cours de l'exercice

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

## AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS (1)

Désignation de l'immobilisation (localisation pour les immeubles)	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition	Durée d'amort.	Amort. antérieurs	Valeur nette comptable	Amort. de l'exercice

## PROVISIONS

Compte d'imputation	Constitution			REPRISE		SOLDE
	Date	Objet de la provision	Montant	après utilisation (1)	sans utilisation (1)	
14 - Prov. réglementées						
15 - Prov. pour risques et charges						
29 - Prov. pour dépréciation des immobilisations						
39 - Prov. pour dépréc. de stocks et en cours						
49 - Prov. pour dépréciation des comptes de tiers						
59 - Prov. dépréciation des comptes financiers						
<b>TOTAL</b>						

(1) Rayer la mention inutile

## ETAT DE REPARTITION DES CHARGES (COMPTE 481)

Exercice d'origine	Date de la délibération	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Montant de la dépense transférée au compte 481	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice



## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - METHODES UTILISEES

[illegible]

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DU PERSONNEL

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Don : TEMPS NON COMPLET
Secrétaire de commune	A			
<b>SECTEUR ADMINISTRATIF</b>				
<b>TOTAL (1)</b>				
<b>SECTEUR TECHNIQUE</b>				
<b>TOTAL (2)</b>				

(1) A détailler conformément à la circulaire n°NOR/TNT/95/00102/C du 23 mars 1995

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DU PERSONNEL

AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)	CONTRAT (4)
TOTAL (5)				

(1) CATEGORIES : A, B, et C

(2) SECTEUR ADM : Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)

FIN : Financier

TECH : Technique et informatique dont emploi de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)

URB : Urbanisme (dont aménagement urbain)

ENV : Environnement (dont espaces verts et aménagement rural)

COM : Communication

S : Social (dont aide sociale)

MS : Médico-social

MI : Médico-technique (dont laboratoires)

SP : Sportif

CULT : Culturel (dont enseignement)

ANIM : Animation

RS : Restauration scolaire

ENT : Entretien

CAB : Collaborateurs de cabinet (article 110 de la loi du 26 janvier 1984)

(3) REMUNERATION

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

: Référence à un indice brut de la fonction publique

: ou en francs annuels bruts

3-1 : article 3, 1er alinéa

3-2 : article 3, 2ème alinéa

3-3 : article 3, 4ème alinéa

47 : article 47

110 : article 110

A : autres (préciser)

EMPLOIS DE PERSONNEL DE STATUT PRIVE	CATEGORIES	MODALITES DE REMUNERATION

DEGREES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIE S (2)	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont TNC
EMPLOIS NON CITES				
TOTAL (10)				
TOTAL GENERAL (1+2+3)				

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/INT/B/95/00102/C du 23 mars 1995

(2) Catégories : A, B, ou C

## ANNEXE N° 1 (suite)

**ARRETE - SIGNATURES**

	Nombre de membres en exercice /---/ Nombre de membres présents /---/ Nombre de suffrages exprimés /---/
Présenté par le Président,	VOTES : Contre /---/ Pour /---/ Date de convocation :
A ..... le ..... 199... le Président ,	
Délibéré par l'assemblée délibérante réunie en session ..... A ..... le ..... 199... Les membres de l'assemblée délibérante,	
Certifie exécutoire par le Président, compte tenu de la réception en ..... préfecture, le ..... 199... et de la publication, le ..... 199... A ..... le ..... 199...	

ANNEXE N° 1 (suite)

**SERVICE EXTERIEUR  
DES POMPES FUNEBRES  
limité au service de fossoyage  
dans le cimetière**

**BUDGET PRIMITIF**

**M 4**

## ANNEXE N° 1 (suite)

## Sommaire

p.2	I	Balance générale du budget
p.3	II	Vote du budget
		Section de fonctionnement - Vue d'ensemble
p.4/5		Section de fonctionnement (Dépenses)
p.6		Section de fonctionnement (Recettes)
p. 7		Section d'investissement - Vue d'ensemble
p. 8		Section d'investissement - Opérations financières
		Section d'investissement - Opérations d'ordre à l'intérieur de la section
p. 9		Section d'investissement - Equipement
		Section d'investissement - Equipmt - Dép. et recettes non individualisées en opérations
		Section d'investissement - Equipement - Opérations (Détail par articles)
p. 10/11		Annexes - Etat de la dette - Détail
p. 12		Annexes - Amortissements et provisions (Amortissement des immobilisations)
p. 13		Annexes - Personnel
p. 14		Méthodes utilisées - Arrêté et signature

## ANNEXE N° 1 (suite)

BALANCE GENERALE DU BUDGET PRIMITIF					
Cptes	LIBELLES	DEPENSES		RECETTES	
		Opér. réelles	Opér. d'ordre	Opér. réelles	Opér. d'ordre
INVESTISSEMENT					
Total opérations réelles et d'ordre					
10	Apports, dotations et réserves				
13	Subventions d'investissement				
14	Provisions réglementées et amortissements dérogatoires				
15	Provisions pour risques et charges				
16	Emprunts et dettes assimilées				
20	Immobilisations incorporelles				
21	Immobilisations corporelles				
22	Immob. mises en concession				
23	Immobilisations en cours				
26	Particip. et créances rattachées				
27	Autres immobilisations financières				
28	Amortissements des immob.				
29	Prov. pour dépréc. des immob.				
39	Prov. pour dépréc. des stocks				
49	Prov. pour dépréc. des c/ de tiers				
59	Prov. pour dépréc. des c/ financiers				
481	Charges à répartir				
003	Dépenses imprévues				
005	Virement de la section de fonc.				
FONCTIONNEMENT					
Total opérations réelles et d'ordre					
60	Achats et variations de stocks				
61	Services extérieurs				
62	Autres services extérieurs				
63	Impôts, taxes et versés assimilés				
64	Charges de personnel				
65	Autres charges de gestion courante				
66	Charges financières				
67	Charges exceptionnelles				
68	Dot. aux amort. et aux provisions				
69	Impôts sur les bénéfices				
70	Ventes de produits fabriqués, prestations de service, march.				
71	Production stockée (ou déstockage)				
72	Production immobilisée				
74	Subventions d'exploitation				
75	Autres prod. des gestion courante				
76	Produits financiers				
77	Produits exceptionnels				
78	Reprises sur amort. et provisions				
79	Transferts de charges				
004	Dépenses imprévues				
006	Virement à la sec. d'investissement				
TOTAL SECTIONS					
001	Résultat reporté d'invest.				
002	Résultat reporté de fonct.				
TOTAL GENERAL					

## ANNEXE N° 1 (suite)

**II - VOTE DU BUDGET**

I - L'assemblée délibérante a voté le présent budget :

- au niveau (1)

pour la section d'investissement ;

- au niveau (1)

pour la section de fonctionnement.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II - En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans opérations, à l'exception des crédits de subvention, obligatoirement spécialisés.

(1) à compléter par " du chapitre " ou " de l'article "

(2) rayer la mention inutile

**SECTION DE FONCTIONNEMENT  
VUE D'ENSEMBLE**

	Chapitres	Pour mémoire budg. précédent	Propositions du Préfet	Vote de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
60,616	Achats et variation des stocks, autres			
2,	charges externes et rabais, remises,			
709	ristournes accordés			
63	Impôts, taxes et versements assimilés			
64	Charges de personnel			
65	Autres charges de gestion courante			
66	Charges financières			
67	Charges exceptionnelles			
68	Dot. aux amortissements et prov.			
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés			
004	Dépenses imprévues			
006	Virement à la section d'investissement			
71	Variation de stocks (déstockage)			
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>			
	Déficit antérieur reporté			
	<b>RECETTES</b>			
603	Variations de stocks			
70	Ventes de produit fab, prest de services			
71	Variations de stocks (production stockée)			
72	Production immobilisée			
74	Subventions d'exploitation			
75	Autres produits de gestion courante			
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises sur amortis. et prov.			
79	Transferts de charges			
6419	Remboursement sur rémunérations du personnel			
6459	Remboursement sur charges de SS et de prévoyance			
699	Produits - Report en arrière du déficits			
	<b>RECETTES DE L'EXERCICE</b>			
002	Excédent antérieur reporté			

\* prunatif



## ANNEXE N° 1 (suite)

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
DETAIL PAR ARTICLES				
Art.	Libellé	Pour mémoire Budg. précédent	Proposé Président	Vote de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
60,61,62,709	<b>ACHATS VARIATIONS DE STOCKS, AUTRES CHARGES EXT., RRR ACCORDES</b>			
603	Variation des stocks			
6063	Fournitures d'entretien et petit équipement			
6064	Fournitures administratives			
6066	Carburants			
6068	Autres matières et fournitures			
6155	Entretien et réparations sur biens mob.			
6156	Maintenance			
6168	Autres primes d'assurances			
617	Etudes et recherches			
618	Divers			
6218	Autre personnel ext. au service			
6231	Annonces et insertions			
6238	Divers			
6251	Voyages et déplacements			
628	Divers			
709	rabais, remises, ristournes accordés			
63	<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>			
6311	Taxe sur les salaires			
6312	Taxe d'apprentissage			
6313	Part employeurs à la form. prof. continue			
6314	Cot. pour défaut d'in. oblig. de construction			
6318	Autres impôts et taxes (adm. des impôts)			
6331	Versment de transport			
6332	Cotisations au FNAL			
6333	Particip. employeurs à la form. prof. continue			
6334	Part employeurs à l'effort de construction			
6335	Verss libérat. pour exoné. taxe apprentissage			
6336	Cotis. au centre nal de gest. et aux centres de gestion de la FPT			
6338	Autres impôts et taxes (autres organ.)			
64	<b>Rémunérations du personnel</b>			
6411	Salaires, appointements			
6412	Congés payés			
6413	Primes et gratifications			
6414	Indemnités et avantages divers			
6415	Supplément familial			
6451	Cotisations à l'URSSAF			
6453	Cotisations aux caiss. retraite			
6454	Cotisations aux ASSEDIC			
6458	Cotisations aux autres org. soc.			
6471	Prestations directes			
6474	Versements aux autres oeuvres sociales			
6475	Médecine du travail - pharmacie			
6478	Autres charges sociales			

(1) : 60,61,62,709 + 63 + 64 + 65 + 739 + 66 + 67 (sauf 675) + 69 + 004

(2) : 603 + 71 + 675 + 68 + 006 (en italiques)

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Libellé	Pour mémoire budg. précédent	Prop. du Président	Vote de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
<b>65</b>	<b>AUTRES CH. DE GESTION COURANTE</b>			
651	Redevances pour concessions, brevets, licences, procédés, droits et valeurs similaires			
654	Pertes sur créances irrécouvrables			
658	Charges diverses de gestion courante			
<b>66</b>	<b>CHARGES FINANCIERES</b>			
	<i>Intérêts</i>			
<b>67</b>	<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>			
	<b>TOTAL OPERATIONS REELLES</b>			
<b>68</b>	<b>DOTATIONS AUX AMORT. ET PROV.</b>			
<b>69</b>	<b>IMPOTS BENEFICES</b>			
71	<i>Production stockée</i>			
<b>006</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>			
	<b>TOTAL OPERATIONS REELLES (1)</b>			
	<b>TOTAL OPERATIONS D'ORDRE (2)</b>			
004	Dépenses imprévues			
	<b>DEPENSES DE L'EXERCICE</b>			
002	Déficit de fonctionnement reporté			
	<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>			

(1) : 60, 61, 62, 709 + 63 + 64 + 65 + 739 + 66 + 67 (sauf 675) + 69 + 004

(2) : 603 + 71 + 675 + 68 + 006 (en italiques)

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Dépenses	Pour mémoire budget précédent	Propositions du Président	Vote de l'Assemblée
603	<i>Variations de stocks</i>			
70	<b>VENTES DE PRODUITS FABRIQUÉS, PRESTATIONS DE SERVICES, MARCH.</b>			
701	Ventes de produits finis et intermédiaires.			
706	Prestations de services			
707	Ventes de marchandises			
	<b>Refacturation de charges</b>			
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)			
7084.	Mise à disp. de pers. facturée à ..			
7088	Autres produits d'activités annexes			
71	<i>Production stockée</i>			
72	<i>Production immobilisée</i>			
74	<b>SUBVENTIONS D'EXPLOITATION</b>			
75	<b>AUTRES PROD. DE GESTION COURANTE</b>			
752	Revenus des immeubles			
758	Produits divers de gestion courante			
	<b>ATTENUATION DE CHARGES</b>			
609.	<b>Rabais,remises et ristournes obtenus</b>			
619	Sur achats de.....			
629	Sur services extérieurs			
	<b>Remboursements</b>			
6419	sur rémun. du pers.			
6459	sur ch. de séc. soc. et de prév.			
699	Produits-Report en arrière des déficits			
	<b>TOTAL GESTION DES SERVICES</b>			
76	<b>PRODUITS FINANCIERS</b>			
77	<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>			
78	<b>REPRISES SUR AMORT. ET PROVISIONS</b>			
79	<b>TRANSFERTS DE CHARGES</b>			
	<b>TOTAL OPERATIONS REELLES (1)</b>			
	<b>TOTAL OPERATIONS D'ORDRE (2)</b>			
982	Excédent de fonctionnement reporté			
	<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>			

(1) : 70 + 73 + 74 + 75 + 609 + 619 + 629 + 6419 + 6459 + 699 + 77 (- 777) + 76

(2) : 603 + 71 + 72 + 777 + 78 + 79

## ANNEXE N° 1 (suite)

## SECTION D'INVESTISSEMENT

## VUE D'ENSEMBLE

Art.	Libellé	Pour mémoire bud. précédent	Propositions du Président	Votes de l'Assemblée
<b>DEPENSES</b>				
001	Déficit antérieur reporté			
10	Apports, dotations et réserves			
13	Subventions d'investissement			
14	Provisions réglementées et amort. déroga. (reprises)			
15	Provisions pour risques et charges (reprises)			
16	Emprunts et dettes assimilées			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations mises en concession			
23	Immobilisations en cours			
26	Particip. et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations (reprises)			
39	Provisions pour dépréciation des stocks et encours (reprises)			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers (reprise)			
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers (reprises)			
003	Dépenses imprévues			
	<b>TOTAL.....</b>			
<b>RECETTES</b>				
001	Excédent antérieur reporté			
10	Apports, dotations et réserves			
13	Subventions d'investissement			
14	Prov. réglementées et amortissements dérogatoires			
15	Provisions pour risques et charges			
16	Emprunts et dettes assimilées			
20	Immobilisations incorporelles			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations mises en concession			
26	Particip. et créances rattachées à des participations			
27	Autres immobilisations financières			
28	Amortissements des immobilisations			
29	Provisions pour dépréciation des immobilisations			
39	Provisions pour dépréciation des stocks et encours			
481	Charges à répartir sur plusieurs exercices			
49	Provisions pour dépréciation des comptes de tiers			
59	Provisions pour dépréciation des comptes financiers			
005	Autofinancement complémentaire de la section d'invest.			
	<b>TOTAL.....</b>			

## ANNEXE N° 1 (suite)

SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS FINANCIERES				
Art.	Libellé	Repartis	Propositions du Président	Votes de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
001	Deficit d'investissement reporté			
	16 Remboursement d'emprunts et dettes			
164	Emprunts auprès d'établissements de crédit			
	Autres dépenses financières			
003	Dépenses imprévues			
	<b>RECETTES</b>			
001	Excédent d'investissement reporté			
	Ressources propres externes			
1025	Dons et legs en capital en numéraire			
	<b>Ressources propres internes</b>			
106	Réserves			
481	Virement de la section de fonctionnement			
005	Amortissement des charges à répartir			
	<b>EXCEDENT</b>			
	<b>DEFICIT</b>			

SECTION D'INVESTISSEMENT - OPERATIONS D'ORDRE A L'INTERIEUR DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT			
	<b>DEPENSES *</b>		
1021	Réduction de la dotation		
21	Immobilisations intégrées dans l'actif		
	<b>RECETTES *</b>		
1021	Dotation		
1025	Dons et legs en capital (en nature)		
21..	Immobilisations cédées		

\* Les dépenses sont égales aux recettes

**TOTAL DES OPERATIONS D'ORDRE OU MIXTES  
DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT**

Nature des opérations	DEPENSES	RECETTES
Opérations d'ordre de section à section (opérations financières)		
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section d'investissement *		
Opérations mixtes (compte 106)		
<b>TOTAL</b>		

\* Les dépenses sont égales aux recettes

## ANNEXE N° 1 (suite)

**SECTION D'INVESTISSEMENT- EQUIPEMENT**

## DETAIL PAR ARTICLES

Art.	Libellé	Report (1)	Propositions du Président	Votes de l'Assemblée
	<b>DEPENSES</b>			
20.	Immobilisations incorporelles (2)			
21	Immobilisations corporelles			
2182	Matériel de transport			
2184	Mobilier			
218.	Autres immob. corp. (2)			
23	Immobilisations en cours			
2313	Immobilisations en cours - constructions			
2315	Immobilisations en cours - Inst. Techniques			
238	Avances et acomptes versés			
	<b>RECETTES</b>			
13	Subventions d'investissement			
1311	Subvention d'équip. transf. Etat et EN			
1312	Subvention d'équip. transf. Collect. et EPCI			
16	Emprunts et dettes assimilées			
164.	Emprunts auprès d'établissements de crédit (2)			
168.	Autres emprunts et dettes (2).....			
	<b>BESOIN DE FINANCEMENT</b>			
	<b>EXCEDENT DE FINANCEMENT</b>			

(1) En dépenses : dépenses engagées non mandatées ; en recettes : en recettes à émettre

(2) A détailler selon nomenclature

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DE LA DETTE

ETAT

Année d'encais- sement	Objet de la dette	Organisme prêteur	Durée en années	Taux			
				FRV (1)	Index (2)	Marge (3)	TEG
	164 - Emprunts auprès d'établissements de crédit						

- 1) Indiquer F pour taux fixe, R pour taux révisable, V pour variable
- 2) Indiquer la nature de l'index retenu (Exemple : PIBOR 3 mois, TAM, OAT)
- 3) Marge appliquée à l'index retenu (Exemple : TAM + ...%)

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DE LA DETTE

**DE LA DETTE - DETAIL (suite n°1)**[illegible]

\* Indiquer A pour annuel, S pour semestriel, T pour trimestriel et M pour mensuel



## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS

## AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS (1)

Désignation de l'immobilisation (localisation pour les immeubles)	Date d'acquisition	Valeur d'acquisition	Durée d'amort.	Amort. antérieurs	Valeur nette comptable	Amort. de l'exercice

(1) Concerne la M14

## PROVISIONS

Compte d'imputation	Constitution			REPRISE - après utilisation (1) - sans utilisation (1)		SOLDE
	Date	Objet de la provision	Montant	Date	Montant	
15 - Prov. pour risques et charges 29 - Prov. pour dépréciation des immobilisations 39 - Prov. pour dépréc. de stocks et en cours 49 - Prov. pour dépréciation des comptes de tiers 59 - Prov. dépréciation des comptes financiers						
<b>TOTAL</b>						

(1) Rayer la mention inutile

## ETAT DE REPARTITION DES CHARGES (COMPTE 481)

Exercice d'origine	Date de la délibération	Nature de la dépense transférée	Durée de l'étalement	Montant de la dépense transférée au compte 481	Montant de la dotation aux amortissements de l'exercice

## ANNEXE N° 1 (suite)

## ANNEXES - ETAT DU PERSONNEL

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : TEMPS NON COMPLET
Secrétaire de commune	A			
SECTEUR ADMINISTRATIF				
TOTAL (1)				
SECTEUR TECHNIQUE				
TOTAL (2)				

(1) A détailler conformément à la circulaire n° NOR/TNT/95/00102/C du 23 mars 1995

AGENTS NON TITULAIRES (emplois pourvus)	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)	CONTRAT (4)
TOTAL (3)				

(1) CATEGORIES : A, B, et C

(2) SECTEUR ADM : Administratif (dont emplois de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)

TECH : Technique et informatique dont emploi de l'article 47 de la loi du 26 janvier 1984)

(3) REMUNERATION

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée)

: Référence à un indice brut de la fonction publique  
: ou en francs annuels bruts3-1 : article 3, 1er alinéa  
3-2 : article 3, 2ème alinéa  
3-3 : article 3, 4ème alinéa  
47 : article 47  
110 : article 110  
A : autres (préciser)

EMPLOIS DE PERSONNEL DE STATUT PRIVE	CATEGORIES	MODALITES DE REMUNERATION

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EFFECTIFS BUDGETAIRES	EFFECTIFS POURVUS	Dont : INC
EMPLOIS NON CITES				
TOTAL (10)				
TOTAL GENERAL (1+3+2)				

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR/TNT/B/95/00102/C du 23 mars 1995

(2) Catégories : A, B, ou C

## ANNEXE N° 1 (suite et fin)

## ANNEXES - METHODES UTILISEES

PROCEDURE	CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
AMORTISSEMENT	Catégories de biens amortis :                      Durée: ..... ..... .....	
PROVISIONS	Constitution :  Reprise :	
AUTRES PROCEDURES :		

(1) Etablissements d'une population regroupée supérieure à 3.500 habitants

## ARRETE - SIGNATURES

	Nombre de membres en exercice /---/
	Nombre de membres présents /----/
	Nombre de suffrages exprimés /----/
	VOTES : Contre /---/ Pour /----/
	Date de convocation :
Présenté par le Président,	
A ..... le ..... 199...	
le Président ,	
Délibéré par l'assemblée délibérante réunie en session .....	
	A ....., le ..... 199...
	Les membres de l'assemblée délibérante,
Certifie exécutoire par le Président, compte tenu de la réception en ..... préfecture, le ..... 199...	
et de la publication, le ..... 199...	
	A ....., le ..... 199...

ANNEXE N° 2 : Circulaire interministérielle du Ministre de l'Intérieur et du Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie du 10 novembre 1997

BULLETIN OFFICIEL DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

**Numéro 4. QUATRIEME TRIMESTRE 1997.**

**CIRCULAIRE DU 10 NOVEMBRE 1997.**

---

**Relative aux formules de financement en prévision d'obsèques.**

**NOR: INTB9700188C.**

Le Ministre de l'Intérieur.

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie.

à

Mesdames et Messieurs les Préfets

Monsieur le Préfet de Police

Directions de la réglementation

Directions départementales de la concurrence,  
de la consommation et de la répression des fraudes

REF. :

- Art. L. 2223-20 du Code général des collectivités territoriales ;
- Art. L. 310-1 du Code des assurances ;
- Décret n° 95-653 du 9 mai 1995 relatif au règlement national des pompes funèbres ;
- Arrêté du 19 janvier 1994 relatif à l'information sur les prix des prestations funéraires ;
- Circulaire n° 95-265 du 27 octobre 1995 relative au règlement national des pompes funèbres.

Textes abrogés ou modifiés : Le chapitre III "Formules de financement en prévision d'obsèques" de la circulaire n° 95-265 du 27 octobre 1995 citée en référence est remplacé par les dispositions de la présente circulaire.

Résumé : Régime juridique des formules de financement en prévision d'obsèques - La commercialisation des contrats - La rémunération des entreprises - Les sanctions.

## ANNEXE N° 2 (suite)

### III. - Formules de financement en prévision d'obsèques

Par la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 relative à la législation dans le domaine funéraire, le législateur a entendu intégrer les formules de financement en prévision d'obsèques dans le cadre de l'assurance vie.

La présente circulaire a pour objet de préciser le droit applicable à ce type de contrat depuis la publication du décret n° 95-653 du 9 mai 1995 pris en application de la loi.

#### 3-1 Le cadre juridique applicable aux formules de financement en prévision d'obsèques

Le 2° de l'article L. 2223-20 du Code général des collectivités territoriales prévoit que le règlement national des pompes funèbres détermine "les conditions d'application du Code des assurances aux formules de financement en prévision d'obsèques qui peuvent être proposées".

L'article 10 du décret n° 95-653 du 9 mai 1995 précise que "les formules de financement en prévision d'obsèques visées au 2° de l'article L. 2223-20 du Code général des collectivités territoriales et proposées par les régions, les entreprises, les associations et leurs établissements habilités conformément à l'article L. 2223-23 du Code général des collectivités territoriales sont des contrats dont l'exécution dépend de la durée de la vie humaine au sens du 1° de l'article L. 310-1 du Code des assurances".

Tout contrat dont la finalité est d'assurer un financement en prévision d'obsèques entre dans le champ d'application des articles précités, puisque le critère posé par le législateur dans l'article L. 2223-20 précité est la destination initiale des sommes versées.

Dans ces conditions, seules les entreprises d'assurance vie sont agréées, conformément à l'article L. 321-1 du Code des assurances, pour commercialiser de tels contrats. Ces derniers appartiennent aux activités d'assurance définies à la branche 20 de l'article R. 321-1 du Code des assurances.

Le droit applicable aux dispositions financières du contrat est fixé par l'ensemble des dispositions du Code des assurances, notamment les titres applicables au contrat : I, II, III, IV du livre Ier.

Les contrats proposés par les opérateurs funéraires habilités doivent se conformer aux règles précitées. Les collectivités locales et leurs établissements ne bénéficient d'aucun régime dérogatoire.

Toutefois, les mutuelles régies par le Code de la mutualité et les institutions de prévoyance mentionnées à l'article L. 931-1 du Code de la sécurité sociale et à l'article 1050 du Code rural n'étant pas soumises aux dispositions du Code des assurances en vertu de l'article L. 310-1 du même Code, peuvent proposer des formules de financement en prévision d'obsèques selon leurs règles particulières.

## ANNEXE N° 2 (suite)

### 3-2 Les différents types de contrats

Le public a le choix entre plusieurs gammes de produits d'assurance.

La notion traditionnelle de contrat en prévision d'obsèques définit habituellement un contrat de prestation d'obsèques allié à un contrat d'assurance. Au décès, le capital constitué par le contrat d'assurance est versé au bénéficiaire désigné par le souscripteur, qui peut être l'opérateur funéraire, qui devra utiliser cette somme pour financer la réalisation des engagements pris au titre du contrat de prestation d'obsèques. Ce produit très spécifique nécessite obligatoirement l'action conjointe d'un assureur et d'un opérateur funéraire.

Toutefois, d'autres contrats d'assurance-vie peuvent se référer à titre commercial aux funérailles et aux obsèques. Ils sont en fait de simples contrats d'assurance-vie proposés par les assureurs, sans aucun lien avec un contrat de prestation d'obsèques. Au décès, le capital constitué par le contrat d'assurance est versé au bénéficiaire désigné par le souscripteur sans que cette somme soit contractuellement affectée à la couverture des frais d'obsèques. A ce contrat d'assurance de base peuvent être adjointes des garanties d'assistance telles qu'une aide téléphonique ou un rapatriement du corps en cas de décès à l'étranger.

### 3-3 La commercialisation des contrats d'assurance-vie

#### 3-3-1 Présentation directe des contrats d'assurance-vie par les opérateurs funéraires souscripteurs des contrats d'assurance

Le Code des assurances prévoit que la présentation des opérations d'assurance est réservée à certaines catégories de personnes limitativement énumérées, ces personnes étant astreintes à certaines conditions strictes, notamment de formation.

Conformément à ces dispositions, un opérateur funéraire habilité qui souhaiterait présenter aux familles la partie financière de contrats de financement en prévision d'obsèques devrait remplir ces conditions, c'est-à-dire devenir mandataire d'une société d'assurance ou d'un courtier.

Toutefois, il peut avoir recours à la technique du contrat d'assurance de groupe prévue aux articles L. 140-1 et suivants du Code des assurances qui lui permet de bénéficier d'une dérogation au principe général de présentation du contrat d'assurance par une personne habilitée.

L'article L. 140-1 prévoit que le contrat d'assurance de groupe "est un contrat souscrit par une personne morale ou un chef d'entreprise en vue de l'adhésion d'un ensemble de personnes répondant à des conditions définies au contrat pour, entre autres, la couverture des risques dépendant de la durée de la vie humaine... Les adhérents doivent avoir un lien de même nature avec le souscripteur".

## ANNEXE N° 2 (suite)

Le souscripteur peut donc être indifféremment une association, une entreprise, une commune, etc.

Aux termes de l'article R. 512-4 du Code des assurances, dans le cas d'assurance de groupe, l'opération pourra être présentée aux familles par le souscripteur, ses préposés ou mandataires ainsi que les personnes physiques ou morales désignées expressément à cet effet dans le contrat d'assurance de groupe.

Cette présentation ne donne lieu à l'attribution directe ou indirecte d'aucune commission ou autre rétribution entre l'assureur et le souscripteur et entre l'adhérent et le souscripteur. Cette règle découle de la protection que le législateur a instaurée au bénéfice du consommateur, en réservant la présentation du contrat d'assurance à des professionnels dûment formés. Le contrat groupe étant une dérogation à ce principe, il est normal que ce dernier ne permette pas à son sous-cripteur de tirer un bénéfice de l'adhésion des assurés.

A la souscription, l'adhérent au contrat d'assurance de groupe doit recevoir une notice établie par l'assureur qui définit les garanties et leurs modalités d'entrée en vigueur ainsi que les formalités à remplir par la famille en cas de sinistre. Elle comporte également un projet de lettre de renonciation au contrat, la mention des valeurs de rachat au terme des huit premières années du contrat. L'adhérent se voit en outre remettre, contre récépissé, la note d'information prévue à l'article A. 132-4 du Code des assurances. (Cette note peut être incorporée dans la notice ou demeurée distincte).

### 3-3-2 Indication par l'opérateur funéraire de l'existence d'un contrat d'assurance

Sans être directement la personne qui présente la partie financière d'un contrat en prévision d'obsèques, un opérateur funéraire peut mettre en relation une famille et un assureur. Sous réserve que son rôle se limite exclusivement à cette mise en relation et exclut toute présentation du contrat au sens de l'article R. 511-1 du Code des assurances, il agit alors comme indicateur et, aux termes de l'article R. 511-3 du Code des assurances, peut alors percevoir une rétribution à ce titre.

### 3-3-3 Sanctions prévues en cas de présentation irrégulière de formules de financement en prévision d'obsèques

Un opérateur funéraire ne peut proposer d'obsèques préfinancées que dans le respect de la réglementation en vigueur, c'est-à-dire par le biais d'un contrat d'assurance-vie. En effet, aux termes de l'article L. 2223-20 du Code général des collectivités territoriales, l'opérateur funéraire ne peut plus détenir de sommes pour le compte d'un client en attendant son décès futur. Il ne peut pas non plus déposer ces sommes dans un établissement bancaire ou sur un compte ouvert au Trésor public. Ces dispositions sont applicables à compter du 10 mai 1995, date de publication du décret n° 95-653 du 9 mai 1995 susvisé.

## ANNEXE N° 2 (suite et fin)

En cas de présentation d'une formule de financement en prévision d'obsèques qui ne respecterait pas les règles précitées, l'opérateur funéraire habilité s'expose aux sanctions prévues à l'article L. 2223-25 du Code général des collectivités territoriales qui prévoit la suspension ou le retrait de l'habilitation pour non-respect du règlement national des pompes funèbres ainsi que, le cas échéant, aux sanctions prévues par le Code des assurances.

3-4 Les opérateurs funéraires ont l'exclusivité de la présentation des contrats prévoyant une fourniture de biens et services

Le contrat en prévision d'obsèques au sens traditionnel du terme recouvre un contrat de prestation d'obsèques allié à un contrat d'assurance. Or, les compagnies d'assurance ne peuvent fournir des prestations d'obsèques du fait de l'article R. 322-2 du Code des assurances qui limite strictement le champ de leurs interventions aux seules activités d'assurance. Elles ne garantissent donc qu'un capital au terme ; seuls les opérateurs funéraires peuvent fournir les prestations. A cette fin, ils doivent être au minimum habilités pour une activité d'organisation des obsèques conformément à l'article L. 2223-23 du Code général des collectivités territoriales.

L'article 3 de l'arrêté du 19 janvier 1994 relatif à l'information sur les prix des prestations funéraires prévoit qu'avant toute opération funéraire un devis gratuit est réalisé. La définition de la partie funéraire du contrat étant assimilable à un devis réalisé en vue de funérailles, elle ne peut faire l'objet d'un paiement.

Vous voudrez bien nous tenir informés de toute difficulté éventuellement rencontrée dans l'application de cette circulaire.

Le ministre de l'intérieur, pour le ministre et par délégation, le directeur général des collectivités locales : Michel THENAULT

Le ministre de l'économie et des finances, pour le ministre et par délégation : J LEMIERRE



ANNEXE N° 3 : Instruction de la Direction Générale des Impôts et du Service de la  
Législation Fiscale n° 3 A-2-98, publiée au bulletin officiel des impôts n° 14  
du 21 janvier 1998

BULLETIN OFFICIEL DES IMPOTS.

N° 14 du 21 JANVIER 1998.

INSTRUCTION DU 15 JANVIER 1998.

---

**OPERATIONS REALISEES PAR LES COMMUNES DANS LE DOMAINE  
FUNERAIRE. TVA. CHAMP D'APPLICATION. TAUX. DROITS A  
DEDUCTION. IMPOT SUR LES SOCIETES. DISPOSITIONS  
PARTICULIERES. CHAMP D'APPLICATION. COLLECTIVITES  
IMPOSABLES. COLLECTIVITES AUTRES QUE LES SOCIETES.  
COLLECTIVITES SE LIVRANT A UNE EXPLOITATION OU A DES  
OPERATIONS DE CARACTERE LUCRATIF. EXONERATIONS ET REGIMES  
PARTICULIERS. COLLECTIVITES PUBLIQUES. DETERMINATION DU  
RESULTAT IMPOSABLE. TAXE PROFESSIONNELLE. CHAMP  
D'APPLICATION. ACTIVITES PASSIBLES DE LA TAXE  
PROFESSIONNELLE.**

3 A-2-98.

N° 14 du 21 janvier 1998

3 C.A. 7.

(C.G.I., art. 39-1., 206-1, 207-1. 6°, 256, 256 B, 1447, 1449, 1654 et 165 de l'annexe IV).

S.L.F. - Bureaux A, B1, B2, C2, D1 et D2.

**NOR: ECOF9800002J**

## PRESENTATION

La loi n° 93-23 du 8 janvier 1993 a mis fin au monopole communal du service extérieur des pompes funèbres. Elle prévoit une période transitoire de cinq ans permettant l'ouverture à la concurrence. Depuis le 10 janvier 1998, toutes les régies communales des pompes funèbres sont soumises à la concurrence.

La présente instruction a pour objet de présenter le régime fiscal des régies municipales des pompes funèbres. Elle comporte également des précisions sur le régime de TVA applicable aux autres opérations susceptibles d'être réalisées par les communes dans le domaine funéraire.

## ANNEXE N° 3 (suite)

## SECTION 1 :

Le service extérieur des pompes funèbres et les autres opérations réalisées par les communes dans le domaine funéraire

## A. SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

1. Le service extérieur des pompes funèbres est une mission de service public prévue à l'article L. 2223-19 du code général des collectivités territoriales (CCT) issu de la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993. Il comprend :

- le transport des corps avant et après mise en bière ;
- l'organisation des obsèques ;
- les soins de conservation ;
- la fourniture des housses, des cercueils et de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes cinéraires ;
- la fourniture des tentures extérieures des maisons mortuaires ;
- la gestion et l'utilisation des chambres funéraires ;
- la fourniture des corbillards et des voitures de deuil ;
- la fourniture de personnel et des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations (fourniture et dépôt de l'urne, dispersion des cendres), à l'exception des plaques funéraires, emblèmes religieux, fleurs, travaux divers d'imprimerie et de la marbrerie funéraire.

2. Cette mission de service public peut être assurée, sur habilitation préfectorale, par les communes, directement ou par voie de gestion déléguée, mais également par toute autre entreprise ou association depuis le 10 janvier 1993, date d'entrée en vigueur de la loi de 1993 précitée.

3. Cette loi a donc mis fin au monopole dont bénéficiaient les municipalités pour l'exercice de ce service public.

4. Eu égard à l'origine de ses ressources, constituées par le prix acquitté par les familles en paiement des prestations assurées, et aux modalités de son fonctionnement, marquées par la pluralité des intervenants publics ou privés, le Conseil d'Etat a précisé dans un avis du 19 décembre 1995, que ce service revêt désormais le caractère d'un service public industriel et commercial.

5. Toutefois, des dispositions transitoires prévues à l'article L. 2223-44 du CCT ont permis aux régies communales ou intercommunales existant au 9 janvier 1993 de conserver l'exclusivité de ce service jusqu'au 9 janvier 1998.

## B. ACTIVITES ANNEXES AU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES

6. Les communes peuvent, le cas échéant, réaliser les activités annexes suivantes qui ne relèvent pas du service extérieur des pompes funèbres :

- la vente de fleurs ;
- des travaux divers d'imprimerie (enveloppes, faire-part de décès, annonces dans la presse) ;

## ANNEXE N° 3 (suite)

- la construction, l'entretien et la vente de caveaux ;
- l'entretien et le nettoyage des sépultures et monuments funéraires.

### C. CREATION ET GESTION D'UN CREMATORIUM

7. Cette mission de service public comprend :

- la construction et l'entretien du crématorium ;
- l'ensemble des opérations liées à la crémation des personnes décédées de la réception du corps à la remise de l'urne à la famille (opération de crémation, location des salons de recueillement et des salles de cérémonie) ;
- la crémation des restes des corps exhumés à la demande des communes après reprise de concession ;
- l'incinération des pièces anatomiques humaines à la demande des établissements de santé.

8. Cette activité ne relève pas du service extérieur des pompes funèbres.

Les communes ou les établissements de coopération intercommunale sont seuls compétents pour créer et gérer, directement ou par voie de gestion déléguée, sur habilitation préfectorale, les crématoriums.

### D. OPERATIONS DE GESTION ET D'ENTRETIEN DES CIMETIERES ET OPERATIONS RELEVANT D'UNE MISSION DE POLICE ADMINISTRATIVE

#### I. Opérations de gestion et d'entretien des cimetières

9. Ces opérations prévues aux articles L. 2321-2-14° et L. 2223-1 du CCT comprennent :

- la construction, la réfection ou l'entretien de la clôture du cimetière ;
- l'entretien de monuments funéraires menaçant ruine en cas de défaillance des propriétaires ;
- l'élague des arbres et l'entretien de la voirie dans le cimetière ;
- les opérations d'exhumation des restes mortels dans des sépultures en terrain commun au terme du délai de rotation, dans des concessions non renouvelées ou dans des concessions en état d'abandon ;
- la translation des restes mortels de sépultures d'un cimetière désaffecté vers un nouveau cimetière ;
- la construction et la gestion de columbariums dans l'enceinte du cimetière ;
- l'aménagement et l'entretien du jardin du souvenir dans l'enceinte du cimetière ;
- la construction et l'entretien du dépositoire (dépôt des corps après mise en bière) ;
- la construction, l'entretien et la gestion du caveau provisoire pour les dépôts temporaires ;
- la gestion des concessions de terrains et de cases de columbariums.

10. Ces opérations ne peuvent être exercées que par la commune ou un établissement public de coopération intercommunale et ne peuvent pas être déléguées.

## ANNEXE N° 3 (suite)

## II. Opérations relevant d'une mission de police administrative

11. Ces opérations, qui relèvent de la compétence du maire, comprennent :

- la surveillance des opérations consécutives au décès (article L. 2213-14 du CCT) ;
- la police du cimetière (conservation du domaine public, ordre public et salubrité publique) (articles L. 2213-8 du CCT) ;
- l'organisation des obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes (articles L. 2223-27 et L. 2213-7 du CCT) ;
- l'enlèvement des corps des personnes décédées sur la voie publique (article L. 2213-7 du CCT) ;
- l'organisation des obsèques en cas de catastrophe (article L. 2213-7 du CCT).

## SECTION 2 :

Taxe sur la valeur ajoutée

## A. CHAMP D'APPLICATION

## I. Service extérieur des pompes funèbres

## 1.1. Régime applicable jusqu'au 9 janvier 1998

12. Dès lors que les communes peuvent conserver l'exclusivité du service extérieur jusqu'au 9 janvier 1998, le régime de TVA applicable aux régies communales de pompes funèbres doit être apprécié au cas par cas compte tenu des possibilités du secteur privé d'assurer localement cette mission (cf. instruction du 8 septembre 1994, BOI 3 CA-94, 70).

13. Les opérations de ce service sont donc placées hors du champ d'application de la TVA lorsque le service est assuré directement par une commune en l'absence de concurrence au niveau local.

14. En revanche, les entreprises privées délégataires sont soumises en tout état de cause à la TVA dans les conditions de droit commun (1).

## 1.2. Régime applicable à compter du 10 janvier 1998

15. La situation des entreprises délégataires n'est pas modifiée (1).

16. En revanche, depuis le 10 janvier 1998, les communes ne bénéficient plus du droit d'exclusivité pour l'exercice du service extérieur des pompes funèbres.

17. Les régies municipales de pompes funèbres exercent depuis cette date une activité située par nature dans le domaine concurrentiel. Elles sont donc soumises à la TVA de plein droit, à raison de ces opérations dont le fait générateur est intervenu à compter du 10 janvier 1998.

## 18. Précisions :

1 - Lorsqu'une commune met à la disposition d'une autre commune ou d'un organisme de coopération intercommunal les moyens de sa régie municipale des pompes funèbres afin qu'il puisse exercer sur son territoire le service extérieur, elle réalise des prestations de services taxables à la TVA de plein droit.

## ANNEXE N° 3 (suite)

2 - Une activité n'est située dans le champ d'application de la TVA que lorsqu'elle est réalisée à titre onéreux, c'est-à-dire moyennant le paiement d'un prix en rapport avec le service rendu.

Dès lors, les communes qui seraient amenées à réaliser gratuitement ou moyennant une rémunération symbolique les prestations du service extérieur seraient considérées comme exerçant à ce titre une activité placée en dehors du champ d'application de la TVA.

### II. Activités annexes

19. Les activités annexes sont imposables à la TVA quelle que soit la personne qui les réalise (commune, entreprise privée).

### III. Opérations situées hors du champ d'application de la TVA

20. Les personnes morales de droit public ne sont pas assujetties à la TVA pour l'activité de leurs services administratifs, sociaux, éducatifs, culturels et sportifs, lorsque leur non-assujettissement n'entraîne pas de distorsions dans les conditions de la concurrence (art. 256 B du code général des impôts).

21. Ainsi, les opérations de gestion et d'entretien des cimetières et les opérations qui relèvent d'une mission de police administrative du maire constituent une activité placée en dehors du champ d'application de la TVA.

### IV. Crématoriums

22. Les règles de TVA applicables aux crématoriums exploités en régie par les communes feront l'objet d'une instruction séparée.

23. Les entreprises privées délégataires qui exploitent un crématorium doivent être soumises à la TVA dans les conditions de droit commun (1).

(1) Il est rappelé que la collectivité concédante ou affermante n'est pas soumise à la TVA sur la redevance versée par l'entreprise délégataire sauf si cette redevance est déterminée de façon à ce que la collectivité participe aux résultats de l'exploitation du service public (DB 3 A 4412, n° 23 et instruction 3 CA-94, 61).

## B. TAUX

### I. Service extérieur des pompes funèbres

24. Les opérations réalisées dans le cadre du service extérieur des pompes funèbres relèvent du taux normal de 20,6 %.

25. Toutefois, les opérations de transport de corps, avant et après mise en bière, effectuées par des prestataires agréés (exploitants d'ambulance, services de pompes funèbres,...) dans des véhicules aménagés bénéficient du taux réduit de 5,5 % (article 279 b quater du CGI). En revanche, les services annexes rendus par ces prestataires lors de ces transports de corps (constitution de dossiers, "présence", soins somatiques...) demeurent passibles du taux normal.

Pour l'application du taux réduit, il appartient donc aux redevables de comptabiliser distinctement la fraction du prix correspondant à la prestation de transport de corps. A défaut, l'ensemble des opérations relève du taux normal.

### II. Activités annexes

26. Les livraisons de biens ou les prestations de services annexes qui ne relèvent pas du service extérieur des pompes funèbres sont soumises au taux qui leur est propre.

## ANNEXE N° 3 (suite)

27. Ainsi, les travaux divers d'imprimerie, la construction, l'entretien et la vente de caveaux, l'entretien et le nettoyage des sépultures et monuments funéraires relèvent du taux normal de la TVA.

La fourniture de fleurs est soumise au taux de 20,6 % s'il s'agit de fleurs artificielles ou de compositions florales (couronnes, coussins, etc.). En revanche, bénéficie du taux réduit la fourniture de produits de la floriculture non transformés (fleurs coupées notamment), dans les conditions définies au BOI 3 C-1-95.

### III. Gestion d'un crématorium

28. Les opérations de gestion d'un crématorium par une entreprise privée délégataire sont soumises au taux normal de 20,6 %.

## C. DROITS A DEDUCTION

### I. Principes généraux

29. A compter de la date de l'assujettissement à la TVA de leur service extérieur de pompes funèbres, les régies municipales peuvent procéder dans les conditions de droit commun à la déduction de la taxe afférente aux acquisitions de biens et de services nécessaires à l'exercice de cette activité.

30. En revanche et conformément à la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes (arrêt du 11 juillet 1991, aff. C97/90 - H. Lennartz, cf. BOI 3 CA 94 du 8 septembre 1994 n° 169), la TVA ayant grevé les dépenses utilisées pour la réalisation du service extérieur de pompes funèbres antérieurement à son assujettissement n'ouvre droit à aucune déduction.

31. Les communes doivent exercer leur droit à déduction suivant les principes généraux applicables aux assujettis partiels à la TVA lorsqu'elle réalise à la fois des opérations placées hors du champ et des opérations placées dans le champ d'application de la taxe (BOI 3 CA 94, 59 et suivants, 78 et suivants). Notamment, elles doivent suivre dans des comptes distincts chacune de ces deux catégories d'opérations.

32. Tel sera le cas des communes qui, en plus de leurs opérations hors champ (y compris, le cas échéant, les opérations de gestion et d'entretien des cimetières et celles relevant d'une mission de police administrative ; cf. D de la section 1), assurent le service extérieur des pompes funèbres ou des activités annexes à ce service dont les opérations sont soumises de plein droit à la TVA (cf. A et B de la section 1).

### II. Véhicules affectés aux transports funéraires

33. Les régies de pompes funèbres pourront déduire la taxe relative aux véhicules conçus pour le transport des personnes ou à usage mixte qu'elles utilisent pour les transports funéraires si ces véhicules, aménagés en corbillards, ont été acquis à compter de la date d'assujettissement et sont utilisés exclusivement pour le transport des corps et celui des familles.

L'utilisation de ces véhicules à un usage autre que la réalisation desdites prestations de transport est de nature à remettre en cause la déduction sur le fondement de l'article 237 de l'annexe II au code général des impôts.

## ANNEXE N° 3 (suite)

## III. Virements financiers internes

34. Les virements financiers internes effectués par la commune pour équilibrer le budget annexe retraçant les opérations réalisées au titre du service extérieur des pompes funèbres et/ou des activités annexes à ce service ne sont pas imposables à la TVA.

Ces virements internes doivent, en principe, être inscrits au dénominateur du pourcentage de déduction du service, en application des dispositions de l'article 212 de l'annexe II au code général des impôts. Cela étant, il est admis qu'une commune qui souhaite exercer sans limitation ses droits à déduction au titre du service, puisse soumettre volontairement à la TVA les virements internes d'équilibre effectués, à condition d'en faire la demande au service local des impôts (cf. Nos 152 et 153 du BOI 3 CA-94 précité).

Lorsqu'au titre du service sont réalisées des opérations soumises à des taux différents, le montant du virement interne est ventilé en fonction du chiffre d'affaires relevant de chaque taux et les fractions correspondantes sont soumises au taux des opérations auxquelles elle se rapporte.

## SECTION 3 :

## Impôt sur les sociétés

## A. CHAMP D'APPLICATION

35. En application des articles 206-1 et 1654 du code général des impôts et de l'article 165 de l'annexe IV à ce code, les organismes de l'Etat, des départements ou des communes ayant un caractère industriel ou commercial entrent dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés de droit commun s'ils sont dotés de l'autonomie financière.

## I. Service extérieur des pompes funèbres

1.1 Les régies municipales de pompes funèbres gèrent un service public industriel et commercial

36. Le Conseil d'Etat a précisé dans un avis du 19 décembre 1995 que le service extérieur des pompes funèbres revêt le caractère d'un service public industriel et commercial en raison de la fin du monopole communal (cf. A de la section 1).

1.2 Les régies municipales de pompes funèbres sont dotées de l'autonomie financière

37. Dès lors qu'ils sont gérés en régie par les communes ou les syndicats de communes, les services d'intérêts public à caractère industriel et commercial sont dotés de l'autonomie financière (articles L. 2221-1 à L. 2221-4 du CCT). La circonstance qu'une activité soit exploitée, dans les faits, en régie simple reste sans incidence sur le principe de son assujettissement à l'impôt sur les sociétés, lorsque cette activité aurait dû être dotée de l'autonomie financière en application des dispositions du code général des collectivités territoriales.

38. Ce principe comporte une exception, correspondant aux régies autorisées à conserver la forme de régie simple sous laquelle elles ont été créées avant le 28 décembre 1926 (article L. 2221-8 du CCT). Sous réserve de cette exception, les régies municipales de pompes funèbres, qui doivent être dotées de l'autonomie financière, sont donc passibles de l'impôt sur les sociétés dans les conditions de droit commun dès leur entrée dans le régime concurrentiel - soit au plus tard le 10 janvier 1998.

## ANNEXE N° 3 (suite)

39. Cet assujettissement concerne indifféremment les régies dotées de la seule autonomie financière (budget propre distinct de celui de la commune) ou de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

1.3 L'exonération des régies de services publics n'est pas applicable aux régies municipales de pompes funèbres

40. Les régies de services publics créées par les départements, les communes et les syndicats de communes sont exonérées d'impôt sur les sociétés (article 207-1. 6° du code général des impôts).

41. Le Conseil d'Etat a jugé que cette exonération s'applique aux régies locales gérant des services publics que les collectivités "ont le devoir d'assurer", cest à dire celles qui ont pour objet l'exploitation ou l'exécution d'un service indispensable à la satisfaction des besoins collectifs des habitants de la collectivité locale où elles sont situées, à l'exclusion de celles qui n'offrent essentiellement, pour cette collectivité, qu'un intérêt économique et financier (arrêt du Conseil d'Etat du 16 janvier 1956 req. Nos 13.019, 15.018 et 15.019).

42. L'exonération prévue à l'article 207-1. 6° du CGI n'est pas applicable au cas particulier dès lors que le service rendu par les régies municipales des pompes funèbres ne peut plus être considéré comme un service public indispensable à la satisfaction des besoins collectifs de la population, du fait de la suppression du monopole et de l'institution d'un régime concurrentiel par la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993.

### II. Crématoriums

43. Les règles applicables en matière d'impôt sur les sociétés aux crématoriums exploités en régie par les communes feront l'objet d'une instruction séparée.

## B. DETERMINATION DU RESULTAT IMPOSABLE

### I. Les régies municipales de pompes funèbres dotées de la personnalité morale

44. Au plan juridique, lorsque la régie est dotée de la personnalité morale, son patrimoine peut être distingué de celui de la commune. En conséquence, il convient de faire application des règles de droit commun tant en matière d'inscription à l'actif ou au passif du bilan, qu'en matière de comptabilisation des produits et des charges.

### II. Les régies municipales de pompes funèbres dotées de la seule autonomie financière

45. Ces régies n'existant juridiquement qu'à travers la commune, seule cette dernière est fondée à détacher de son patrimoine les biens affectés au patrimoine fiscal de sa régie. Une telle affectation, constitutive d'une décision de gestion, est matérialisée par l'inscription des éléments en cause au bilan fiscal de la régie.

Cette liberté d'inscription vaut notamment pour les immobilisations dont la commune est juridiquement propriétaire et pour les dettes afférentes à l'activité de la régie dont la commune est juridiquement redevable.

46. L'actif net ainsi affecté figure dans la comptabilité de la régie à un compte de capital (compte 1027 : affectation).



## ANNEXE N° 3 (suite)

47. Lorsque des immobilisations amortissables provenant du patrimoine de la commune sont inscrites à l'actif du bilan fiscal de la régie, cette dernière est en droit de les amortir. L'amortissement est pratiqué sur la base de la valeur pour laquelle les biens ont été inscrits à l'actif de la régie. Cette valeur est la valeur réelle du bien à la date de son affectation dans le patrimoine fiscal de la régie.

48. Les intérêts des emprunts inscrits au passif du bilan fiscal de la régie sont déductibles du résultat imposable sous réserve qu'ils soient contractés dans l'intérêt de l'entreprise, ce qui suppose que le produit des emprunts ou les biens acquis grâce à ces fonds soient, en contrepartie, inscrits à l'actif.

49. A défaut d'inscrire à l'actif immobilisé du bilan fiscal de la régie les biens qui lui sont affectés par la commune, la régie ne peut déduire de son résultat imposable un loyer théorique rémunérant la mise à disposition consentie (1).

(1) Une solution analogue s'applique aux exploitants individuels au titre des loyers "dus" par leur entreprise en rémunération de la mise à disposition d'immeubles conservés dans leur patrimoine privé (DB 4 A 223 n° 30 du 1er septembre 1993). Il s'agit là d'une limite posée à l'autonomie des patrimoines fiscaux.

## SECTION 4 :

## Imposition forfaitaire annuelle

50. Les organismes passibles de l'impôt sur les sociétés sont assujettis à une imposition forfaitaire annuelle en application des dispositions de l'article 223 septies du code général des impôts.

51. En conséquence, les régies municipales des pompes funèbres, imposables à l'impôt sur les sociétés, sont corrélativement soumises à l'imposition forfaitaire annuelle.

## SECTION 5 :

## Taxe professionnelle

## A. CHAMP D'APPLICATION

52. La fin du monopole communal prévue par la loi n° 93-23 du 8 janvier 1993, l'ouverture à la concurrence et la qualification de service public industriel et commercial du service extérieur des pompes funèbres ne modifient en rien le régime applicable en matière de taxe professionnelle.

## I. Service extérieur des pompes funèbres

53. En application de l'article 1449-1° du code général des impôts, les collectivités locales et les établissements publics sont exonérés de taxe professionnelle pour leurs activités de caractère essentiellement culturel, éducatif, sanitaire, social, sportif ou touristique, quelle que soit leur situation au regard de la taxe sur la valeur ajoutée.

54. En raison de leur caractère sanitaire, les régies municipales sont donc exonérées de taxe professionnelle pour leurs activités relevant du service extérieur des pompes funèbres.

## ANNEXE N° 3 (suite et fin)

## II. Activités annexes

55. Les opérations qui ne constituent ni l'accessoire, ni le prolongement indispensable des activités exonérées conformément à l'article 1449-1° du CGI, demeurent imposables à la taxe professionnelle, dans la mesure où elles présentent un caractère lucratif (CE, 18 mars 1994, Commune d'Arcueil, req. n° 138474).

Tel est le cas des activités annexes (cf. B de la section 1) qui ne peuvent être regardées comme faisant directement partie du service des pompes funèbres. En effet, elles ne constituent ni l'accessoire ni le prolongement indispensable de l'activité à caractère sanitaire de ce service.

56. Ces activités sont, par suite, imposables à la taxe professionnelle dans les conditions de droit commun, dès lors qu'elles sont exercées dans des conditions comparables à celles du secteur concurrentiel.

## III. Crématoriums

57. Les règles applicables en matière de taxe professionnelle aux crématoriums exploités en régie par les communes feront l'objet d'une instruction séparée.

## B. MODALITES D'IMPOSITION

## I. Date d'appréciation de l'imposition

58. Conformément au principe de l'annualité, les régies municipales des pompes funèbres sont imposables lorsqu'elles réalisent les activités annexes définies ci-dessus (ventes de fleurs, travaux divers d'imprimerie...) au 1er janvier de l'année d'imposition.

## II. Base d'imposition

59. Conformément à l'article 1467 du code général des impôts, la base d'imposition à la taxe professionnelle comprend, d'une part, la valeur locative des immobilisations passibles d'une taxe foncière et, le cas échéant, la valeur locative des équipements et biens mobiliers dont la régie a disposés pour les besoins de son activité au cours de la période de référence et, d'autre part, 18 % des salaires versés au cours de cette même période.

60. Pour les redevables qui exercent une activité imposable et une activité exonérée, les bases à prendre en compte sont celles qui correspondent à la valeur locative des immeubles et des biens et équipements mobiliers utilisés pour l'exercice de l'activité taxable, ainsi qu'à la quotité imposable des salaires versés aux personnes affectées à cette activité (cf. 6 E-2211, n° s 26 et 27 et 6 E-231 n° 9). Ces règles sont applicables aux services extérieurs des pompes funèbres.

## III. Précision

61. Compte tenu des hésitations qui ont pu se produire, il est admis que les régies municipales qui n'auraient pas soumis à la taxe professionnelle leurs activités annexes au titre de 1997 et des années antérieures ne feront pas l'objet de rôles supplémentaires.

Le Directeur,  
Chef du Service de la Législation Fiscale,  
Patrice FORGET

Directeur de la publication :  
Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale  
27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

**ISSN : 0984 9114**